

L'autre Amérique

n°8-9, 4^e trimestre 1994,

25,00 francs

Los Angeles

Terre promise ou marais

page 3

Une autopsie politique

page 6

L'incendie des illusions

page 26

Réalités d'une rébellion

page 31

Classe, race et rage

page 36

SYLÉPSE EDITIONS

LA CALIFORNIE : TERRE PROMISE OU MARAIS

Marie Agnès Combesque
Patrick Le Tréhondat
Patrick Silberstein

Au hit parade médiatique universel, O.J. Simpson remporte tous les suffrages. Pourtant, le 8 novembre dernier, élections au Congrès, victoire républicaine et, en Californie, dans une même foulée, adoption par référendum d'un projet de loi qui prive de services sociaux les immigrants illégaux. 59% des Californiens ont répondu «oui !» à ce que certains n'hésitent pas à comparer avec un «nouvel apartheid». Emmenée par une droite nativiste extrême qui se recroqueville sur une *wasplitude* fantasmagorique et qui a mené sa campagne sur le thème d'un SOS (*Save Our State*, sauvez notre État) xénophobe, la classe politique californienne ne semble avoir retenu de la rébellion de 1992 que l'adage éculé : «classe laborieuse, classe dangereuse».

Il y a quelques mois à peine, encouragé par les sondages d'opinion qui lui servent d'idées programmatiques, Bill Clinton réussissait à faire adopter par le Congrès son *Crime Bill*, loi contre le crime. Le processus du tout répressif se précisait, surcroît de répression tenant lieu de discours idéologique, de programme économique et social. De la part d'un «démocrate reaganien», pour reprendre l'expression de Mike Davis dont nous traduisons plusieurs articles dans ce numéro de *L'autre Amérique*, il n'y a là rien de vraiment surprenant.

L'adoption du *Crime Bill* en août dernier a donné le coup de grâce à ceux qui pensaient voir Clinton chausser les bottes d'un nouveau New Deal. Citons encore Mike Davis : «Sa victoire a provoqué des espoirs et des interprétations erronés. [...] Une ribambelle jubilante de maires de la *Rust Belt*, d'animateurs communautaires, d'élus du *Black Caucus* ont consacré la défaite de Bush comme l'aube d'un New Deal. Certains peut-être avaient été intoxiqués par l'assurance répétée d'Arthur Schlesinger que la grande roue de la

L'autre Amérique

Éditions Syllepse
42 rue d'Avron, 75020 Paris
tel / fax : (33) 1 42 40 35 73

comité de rédaction

Pierre Bravo Gala, Marie-Agnès Combesque,
Patrick Le Tréhondat, MM, Patrick Silberstein,
Sylvain Silberstein, Jean-Jacques Ughetto.

directeur de publication : Patrick Le Tréhondat

ISSN 1243-8294

n° CPPAP 74310 – imprimé par nos soins

ABONNEMENT

5 numéros : 100 F

chèques à l'ordre des Éditions Syllepse

politique américaine allait de nouveau tourner, inexorablement, de la droite vers la gauche. D'autres ont été victimes d'une véritable hallucination en acceptant l'idée encore plus étrange [...] que Clinton était en fait un "social-démocrate ignoré" favorable à une vaste politique keynésienne d'expansion reposant sur l'éducation et le système de santé». Ceux et celles qui, voulant se débarrasser de Bush, avaient mis leurs espoirs en Bill Clinton sont aujourd'hui, encore une fois, les laissés pour compte de la politique de la Maison-Blanche. Car, en fait de bottes, Clinton a emprunté celles de Bush.

Encore plus de peines de mort, 60 nouveaux délits sont désormais passibles du verdict capital ; encore plus de policiers dans les rues, 100 000 ; encore plus de prisons. Haro sur la prévention de la délinquance, les programmes de lutte contre la drogue dans les ghettos, les programmes éducatifs dans les prisons fédérales qui ont été peu ou prou supprimés du plan initial afin de faciliter l'ignoble marchandage dont l'administration présidentielle avait besoin pour voir son projet adopté. Une disposition particulière dans cette loi prévoit que les récidivistes condamnés à deux reprises sont passibles lors d'une troisième condamnation d'un emprisonnement à perpétuité sans possibilité de libération sur parole. Conséquence directe : l'État de Californie qui dispose actuellement de 28 prisons pour une population carcérale de 120 000 personnes prévoit de construire 12 nouvelles prisons d'ici à l'an 2000. Cette nouvelle disposition devrait conduire à l'emprisonnement de 109 000 personnes supplémentaires d'ici cinq ans.

Chacun comprend d'évidence que ce *Crime Bill* n'a d'autre « vertu » que de rendre l'enfermement le plus long possible pour tous les indésirables qui sont d'autant plus indésirables que leur peau est foncée. Un postulat de base. Aujourd'hui, 47 % des détenus américains sont des hommes noirs.

Que dit la proposition 187 ? Que les immigrants clandestins ne peuvent prétendre avoir droit aux services sociaux du fait de l'illégalité de leur séjour sur le territoire de l'État. Leurs enfants seront donc privés d'école publique, de soins ; les familles ne pourront plus percevoir d'aide sociale ni d'allocations pour les plus démunies d'entre elles. Quant aux portes des hôpitaux, elles claqueront au nez des petits et des grands.

Mal accueillie par le gouvernement mexicain, dont les ressortissants sont visés au premier chef – ce sont eux qui forment la principale communauté immigrée, légale ou non –, mal ressentie même par certains secteurs du patronat de l'agro-alimentaire et du tourisme, la proposition 187 a également provoqué la colère et l'inquiétude des communautés latino, noire et asio-américaine qui se sont largement mobilisées aux côtés des organisations de défense des droits civiques et, fait d'importance majeure, de larges secteurs du mouvement syndical. 20 000 personnes ont défilé à Los Angeles contre la politique dite des « boucs émissaires » tandis qu'à San Francisco, une banderole donnait la tonalité transnationale de la solidarité militante : « Nous n'avons pas traversé la frontière, c'est elle qui a traversé notre terre ! ». Dans les États voisins du Texas et du Colorado, la communauté hispanique envisage d'organiser le boycott des produits californiens.

« L'unité entre tous s'est construite sur la base de nos diversités » constate Gilbert Cedillo, secrétaire du Syndicat international des employés des services (AFL-CIO, local 660) dont le syndicat participe à la coalition de Los Angeles qui s'oppose à la proposition 187. « Cette bataille, ajoute-t-il, constitue une occasion formidable pour ancrer le mouvement syndical dans un cadre large pour la défense des droits civiques ». Rappelons ici que dans le passé, le mouvement syndical s'est souvent distingué en Californie dans sa participation active à la xénophobie contre les diverses strates d'immigration ouvrière, chinoise et irlandaise notamment.

Les rebelles de mai 1992 – dont Pete Wilson, Gouverneur républicain de Californie, craignait qu'ils ne redescendent dans la rue, d'où l'impressionnant déploiement policier dans tout l'État au moment du vote – n'ont pas bougé. Pas encore ? Mais, tous les ingrédients sont réunis pour provoquer un nouvel embrasement dans lequel les «déterminations de classe, de race et de colère ne peuvent être séparées» écrit encore Mike Davis. Aujourd'hui, la répression s'institutionnalise. A tous les «*aliens*», Noirs compris, des avertissements sans frais sont lancés : tenez vous tranquilles, ne sortez pas des centres urbains déglingués que nous vous réservons, restez à la place qui est la vôtre dans une société d'ordre c'est-à-dire, au bas de l'échelle économique et sociale. A ceux qui d'une façon ou d'une autre manifesteront des velléités d'affranchissement, nous réservons la privation des droits de l'homme élémentaires et si nécessaire, la prison.

Ne reste plus aujourd'hui à la droite républicaine qui domine le Congrès et la Chambre des Représentants qu'à mettre en place son «contrat avec l'Amérique». Une plate-forme électorale qui devrait être transformée en programme législatif et qui prévoit de modifier la loi sur la criminalité adoptée cette année, en supprimant la plupart des programmes de prévention et de réduire les possibilités d'appel pour les condamnés à mort. Imposer une obligation de travail aux bénéficiaires de l'aide sociale et une limite de deux ans pour leurs allocations ; alléger les charges fiscales des couples mariés.

«Donnez-nous un marteau et des clous et nous reconstruirons la ville» reste le slogan et le programme des jeunes membres des gangs noirs qui se sont propulsés sur le devant de la scène comme un groupe social aspirant à reconstruire la cité des anges sous «contrôle communautaire». La paix des gangs qui est sortie des cendres de South Central est une des expressions de la volonté des bannis de l'intérieur d'être partie prenante d'un monde à reconstruire. C'est là un facteur d'espoir et un défi politique qui donnent une force certaine à l'autre Amérique dans sa contestation de la politique de la loi et de l'ordre mise en œuvre par les «maîtres de Babylone». Les dernières mesures politiques et fiscales de Clinton ne peuvent que rallumer un incendie mal éteint.

Si South Central 1992 n'est pas Watts 1965, si de Watts sont nées les Panthères noires et le Black Power, alors que naîtra-t-il de South Central et de la paix des gangs ?

*Si vous désirez une
image de l'avenir,
imaginez une botte
piétinant un visage
humain [...] éternellement.*

Georges Orwell

LOS ANGELES UNE AUTOPSIE POLITIQUE

Mike Davis

Mike Davis, après avoir été coupeur de viande et camionneur, est aujourd'hui enseignant à l'Institut d'architecture de Californie du sud. Il est notamment l'auteur de *Prisoners of the American Dream* et d'un ouvrage consacré à Los Angeles, *The City of Quartz : Excavating the Future of Los Angeles* ainsi que de nombreuses études sur l'insurrection des ghettos de Los Angeles. Ses articles ont été publiés en France par *L'autre Amérique*, *Futur antérieur* et *Utopie Critique*. Nous remercions Mike Davis de nous avoir permis de reproduire cet article paru initialement à Londres dans la *New Left Review* (n°197, janvier-février 1993).

Nous avons assisté au plus extraordinaire tour de passe passe de l'histoire politique américaine. La première partie de la campagne présidentielle battait son plein lorsque le volcan de la rage des Noirs et de l'aliénation des Latinos fit éruption dans les rues de Los Angeles. Les unités d'élite des Marines et de l'Armée, à peine revenues du Golfe, ont du être déployées pour restaurer l'ordre dans les baraques de Compton et de Watts. Tandis que la presse internationale consacrait des éditoriaux apocalyptiques sur le «déclin de l'Amérique», nous avons assisté au défilé des leaders des villes (*inner-cities*) d'Oakland à Bedford-Stuyvesant. Le visage lugubre, ils sont venus nous avertir que leurs quartiers négligés constituaient eux aussi une véritable poudrière qui pouvait sauter d'un moment à l'autre. Ils se rappelaient l'an 1965 et ses 164 émeutes – que certains devaient appeler «la seconde guerre civile» – qui, après la rébellion de Watts, se répandirent comme un feu de brousse, pendant trois étés, dans les ghettos urbains. Pendant ce temps, les candidats à la Maison Blanche se bousculaient devant les objectifs pour épancher leurs bavardages au milieu des ruines fumantes de New Jack City. Le président Bush trouva ses rencontres avec les habitants, «très émouvantes et éprouvantes» et fit le vœu que le gouvernement «puisse solutionner les problèmes des villes». Comme les promesses électorales coulaient comme le miel, le chroniqueur politique William Schneider assura aux leaders locaux «que des centaines de millions de dollars allaient se déverser sur LA». De son côté, le *Los Angeles Times* applaudit le président Bush et la Chambre démocrate pour leur convergence de vues afin «d'engager des changements pour aider les villes de la nation».

La ville fantôme

Quelques semaines plus tard, aucune réparation n'avait encore été effectuée. La seconde émeute de Los Angeles, et avec elle, la crise urbaine et raciale qu'elle symbolisait, avaient été virtuellement effacée de la mémoire politique. La ferveur nouvelle de l'administration Bush en faveur de la réforme urbaine s'est vite refroidie en une glaciale indifférence. Ainsi, le 16 mai 1993, pendant la Conférence des maires et alors que 200 000 personnes manifestaient devant le Capitole sous les banderoles «Sauver nos villes, sauver nos enfants !», le secrétaire à l'information de la Maison

Blanche, Martin Fitzwater, haussa des épaules et soupira «Je ne sais rien de cette manifestation, nous en avons tous les week-ends». Dans ses harangues politiques, le seul palliatif que Bush a pu offrir à la détresse des villes a été le plan autoritaire «Grain et Ivraie». Plan qui consistait à placer les fonds des programmes de formation et de développement sous le contrôle des services du ministère de la Justice spécialisés dans la guerre contre les gangs. De son côté, le vice-président Quayle conseilla, de façon arrogante, au maire de Los Angeles de mettre en vente son aéroport international pour trouver les fonds nécessaires à la reconstruction de ville.

Parmi les démocrates, seul Jerry Brown continua à défendre, bien que tardivement, les maires des grandes villes et leurs municipalités. Sa défaite dans la primaire de juin en Californie mit fin à tous les débats sur la pauvreté urbaine et l'avenir des villes. La plus grave cassure avec l'idéologie du New Deal a été la plateforme démocrate de 1992. Écrite par ceux qui soutenaient Clinton, [...] elle rejetait la rhétorique traditionnelle en faveur des besoins des villes au profit d'une écriture à la républicaine sur la formation du capital, la réduction des impôts pour les chefs d'entreprises. Clinton lui-même marchait sur la pointe des pieds en abordant les questions urbaine et raciale. A toute question concernant le soulèvement de Los Angeles ou la crise financière des villes était opposée une réponse techniquement neutre sur les «zones de micro-entreprises» et les «infrastructures». A l'écoute des débats qui eurent lieu à l'automne, il était presque impossible de ne pas ressentir une certaine suspicion vis à vis des trois candidats, y compris Perot. Dans un concert de cynisme, ils ont exclu un sujet qui était devenu embarrassant pour eux. Le mot *ville* – qui est dorénavant porteur d'un codage de couleur et de ce fait inquiétant pour les candidats des nouvelles ceintures urbaines – a été banni des discussions. Le poids colossal de la crise urbaine avait tout simplement disparu, de façon consensuelle, de l'horizon des candidats. En effet, si le verdict de l'élection de 1992 est analysé sérieusement, les grandes villes – autrefois pivot central de l'univers politique rooseveltien – ont été réduit au statut de méprisables et impotentes périphéries électorales.

Pour la population épuisée de Detroit ou de Buffalo, cela n'avait rien de nouveau. Mais à Los Angeles, qui jusque-là était obnubilée par l'idée de devenir la Byzance de l'empire Pacifique, le choc a été brutal. Les émeutes du printemps ont montré aux observateurs locaux incrédules qu'il n'y avait plus rien à négocier politiquement dans le sud de la Californie. Si la contre-offensive blanche devenait plus attirante, il n'y avait en revanche que peu de sympathie nationale pour Los Angeles avec ses problèmes et ses demandes d'aides tant au niveau de l'État de Californie qu'au niveau fédéral. Les influences propres des nouvelles banlieues ont été pour beaucoup dans le sabotage de la loi sur le sauvetage des villes au Congrès. Et à Sacramento même, le Gouverneur et le Parlement de l'État détruisaient symboliquement la ville une seconde fois en réduisant les budgets des écoles et du secteur public de plusieurs millions de dollars.

Abandonnées, contre toute attente, au creux de la plus grave crise économique depuis 1938, les élites de Los Angeles ont placé leurs espoirs démesurés dans le plan *Rebuild LA* (LRA). Lequel a été imaginé par une coalition d'entreprises conduite par le tsar des Jeux olympiques de 1984, Peter Ueberroth, qui reçut un mandat presque messianique du maire de la ville, Tom Bradley, pour sauver la ville. Lorsqu'il devint clair que la ville ne recevrait aucune aide significative de Sacramento ou de Washington, Ueberroth annonça, de façon mélodramatique, que les sponsors de RLA avaient

déjà promis plus d'un milliard de dollars de nouveaux investissements qui devaient arroser les quartiers centraux de la ville. Vifs d'esprit, des journalistes allèrent interroger les entreprises bonnes samaritaines du RLA d'Ueberroth. Mais la moitié d'entre-elles nièrent avoir pris de tels engagements. Aux yeux de beaucoup, RLA s'est révélé comme l'équivalent philanthropique du système Ponzi : une pyramide de fausses promesses et de mensonges pour un projet de reconstruction purement fictif. [...]

Ainsi, une discussion municipale un tant soit peu sérieuse sur une réforme urbaine a été supplantée par une anxiété mono-maniaque sur l'absence de préparation de la police pour les prochaines émeutes que chacun s'accordait à reconnaître comme inévitables. De façon similaire, la campagne municipale (printemps 1993) – certainement la plus importante dans toute l'histoire de la ville – a été largement réduite à une foire d'empoigne sur la meilleure façon de licencier dans le secteur public afin de pouvoir embaucher plus de flics. Encore plus déprimante fut la querelle sur la réduction des budgets, que RLA avait enflammée, qui a amené les communautés noire et latino au bord d'une guerre de rues ouverte. Les gros bonnets locaux parlent désormais de façon menaçante, de la «maladie yougoslave» de la ville et de sa balkanisation en conflits communautaires. Au total, les réponses locales et nationales à l'insurrection de Los Angeles de 1992 ont révélé l'inertie accablante et la crise des potentialités de réforme du système politique américain, à tous les niveaux. Il est loin le temps où, en 1965, après la première émeute de Los Angeles, l'administration Johnson lançait son grand projet des «Villes modèles». De l'extérieur, la situation actuelle doit sembler autant illisible qu'incroyable : quel autre pays influent, quelle superpuissance planétaire, pourrait tolérer un tel niveau de désordre dans la deuxième ville du pays ? Est-il concevable que la majorité politique des nouvelles banlieues puisse ainsi sceller le sort de Los Angeles (et peut-être aussi de New York) ? L'administration Clinton ne se devait-elle pas de réagir ?

En guise d'analyse des différentes réponses politiques apportées à l'insurrection de l'année dernière, cet article se propose d'explorer les formidables obstacles qui se dressent sur le chemin de toute renaissance du réformisme urbain dans les années 90. Dans un premier temps, nous examinerons la débâcle de la législation de Washington et Sacramento sur le «secours» après les émeutes où la crise fiscale a contraint le Capitole à un nouveau fédéralisme anti-urbain. En effet, au Capitole, Gramm-Rudman, Perot et le marché international des taux d'intérêts ont passé un nœud gordien autour la politique urbaine. Nœud que Clinton n'a bien entendu pas osé rompre. Au même moment, une nouvelle version de la vieille coalition conservatrice a émergé au Congrès. Elle est constituée de représentants des nouvelles banlieues, des représentants des campagnes, présents dans les deux partis, et qui sont opposés au réinvestissement fédéral en faveur des minorités majoritaires dans les grandes villes. Quoique moins visible, mais également pleine de conséquences, la contre-révolution s'est installée au niveau de l'État californien depuis 1989. En réduisant radicalement leur traditionnel secteur d'aide sociale et les attributions à l'éducation, les États industriels clefs, y compris la Californie, l'Ohio, le Michigan et l'Illinois, ont provoqué des effets dévastateurs pour la majorité des habitants des centres urbains. [...]

La guerre contre les villes

Revenant chez lui dans l'avion présidentiel, le jour qui a suivi sa défaite, George Bush a eu la perverse consolation de faire annuler la loi pour l'aide aux villes ;

loi qu'il avait lui-même proposée six mois plus tôt. Conçue à l'origine comme un ensemble d'aides rationalisées pour répondre aux dommages causés par l'émeute de Los Angeles et par les inondations qui avaient frappé Chicago, cette loi combinait aide financière fédérale d'urgence et création des zones franches d'impôts pour les entreprises. De fait, la loi était devenue tellement grotesque à la suite d'amendements alourdissant ses coûts que selon Bush elle n'était plus «qu'un arbre de Noël». Il blâma durement les démocrates pour avoir ainsi abandonné Los Angeles «à la tempête des intérêts particuliers». En fait, Bush avait lui-même décoré l'arbre. La Maison Blanche était directement responsable de l'ajout des ornements comme les amendements qui sous prétexte d'aider les pauvres, annulaient les impôts sur les bateaux, les avions, les fourrures, les bijoux, les investissements immobiliers. Ce qui en réalité dérangeait Bush, c'était la version finale de la loi où un élu démocrate, de son propre chef, proposa de mettre fin aux déductions fiscales sur les dettes des clubs privés. Une répartition de la charge fiscale sur les riches pouvait être interprétée comme un alourdissement du vol fiscal...

Les historiens pourront un jour discuter des raisons pour lesquelles le refus inhumain des républicains d'aider Los Angeles n'a ni provoqué de scandale à l'échelle nationale ni conduit les démocrates à s'emparer de cet événement dans la campagne électorale. Les clintoniens ont délibérément refusé ce don. Dans ses principales caractéristiques, la réponse de l'administration Bush à la seconde émeute de Los Angeles était un revers négatif de celle de l'administration Johnson. En 1965, Parker, le chef de la police de Los Angeles, assisté de la Garde nationale, conserva le contrôle total de l'application de la loi tandis que le gouvernement fédéral apportait une aide massive pour la réalisation des nouveaux programmes urbains. Cette fois, la répression a été immédiatement et dramatiquement organisée sous le contrôle fédéral, alors que la reconstruction, faite de bouts de ficelles, était abandonnée à la charité des entreprises et aux initiatives locales. [...]

Les images vidéo des Marines et de la 82^e Airborne dans les rues de Panama, Miami, Los Angeles, Grenade ou Mogadiscio se ressemblent toutes : on y voit toujours les mêmes personnes à la peau noire, couchées à terre. Mais le rapide déploiement des troupes fédérales à South Central n'a été qu'un des éléments du triptyque sur lequel s'appuie la doctrine Bush du poing d'acier contre les troubles dans les villes. Engagée avec une rapidité impressionnante, l'intervention judiciaire fédérale a eu pour mission de pourchasser les fauteurs d'émeutes. Les éléments du FBI et de l'INS ont été réorganisés en unités permanentes de lutte contre les gangs, en liaison avec le ministre de la Justice (Barr). Celui-ci considère que les Crips et les Bloods sont des criminels, des indésirables qui ont pris la place du communisme comme menace subversive intérieure. Cette conception appuyait la légitimation du troisième socle du programme «Grain et Ivraie» qui lie les dépenses fédérales en faveur de nouveaux quartiers (le grain) à une active collaboration dans la guerre contre les gangs (l'ivraie). [...]

Un mois après l'émeute, le secrétaire au Logement, Jack Kemp, (candidat républicain potentiel pour 1996) se pavana auprès de la presse au cours de la présentation de projet de construction de Nickleson Gardens pour annoncer que Los Angeles allait recevoir 137 millions de dollars pour le logement. La presse nationale décrivit alors la joie qui avait éclaté localement devant cette nouvelle inattendue mais oublia en général de mentionner que ces fonds étaient déjà dépensés. La Maison Blanche – qui avait attribué la responsabilité des émeutes sur l'héritage de la Grande Société – établissait

alors un impressionnant dispositif appelé Programme d'intervention présidentiel pour la reconstruction de Los Angeles [...] dont les seules attributions étaient de remaquiller les programmes existant comme des initiatives dynamiques de Bush. Ces escamotages ont permis aux publicitaires de la campagne républicaine de décrire d'énormes programmes financiers d'assistance à Los Angeles, qui n'existaient que sur le papier. En fait, l'administration bloquait les prêts aux entreprises artisanales et les bons de nourriture pour des dizaines de milliers d'habitants nécessiteux frappés par les émeutes. En réalité, 60% des victimes des émeutes n'ont pas eu droit à une assistance particulière. Quant à l'Agence de gestion des fonds de secours, elle a renâclé à rembourser un million de dollars à l'État pour la mise en place du fonds de soutien [...]. En fin de compte, la seule réponse décisive de la Maison Blanche à la demande d'aide de Los Angeles, en plus de l'envoi des Marines et du FBI, a consisté en un plan de pillage des biens municipaux. Derrière la remarque apparemment anodine de Quayle sur la vente de l'aéroport, il y avait un effort concerté des partisans d'une privatisation radicale, obligeant à la mise en vente des biens de la ville. Ces forces étaient conduites par Robert Pool, fondateur du très à droite Institut Reason, John Giraud, ancien conseiller en matière privatisation du président Reagan et par C. Boyden Gray, conseiller principal du Président Bush. [...]

Cette situation illustre également comment la politique de Washington envers les villes ressemble à celle menée à l'échelle internationale vis à vis de la dette. Pendant la période Reagan-Bush, les grandes villes sont devenues les équivalents intérieurs d'un Tiers-Monde non-solvable et criminalisé. Et la seule voie choisie pour obtenir le remboursement des dettes est une combinaison de la militarisation et de la privatisation. Ainsi, pendant les douze dernières années, les républicains ont été absolument intransigeants quant à l'embargo sur l'aide aux villes. Naturellement, cette guerre de facto contre les villes a constitué un des plus grands projets stratégiques de la politique conservatrice moderne qui comportait des objectifs économiques et politiques décisifs.

A partir de la victoire de 1980, les idéologues républicains n'ont eu de cesse de déclencher une offensive thatcheriste contre les municipalités démocrates. Ainsi, l'Institut de l'entreprise américaine a promu la logique du coûte que coûte pour «défaire l'infrastructure politique du Parti démocrate en détruisant des programmes tel que le Fond d'action de développement urbain» et pour «véritablement acheter le pouvoir de tous ceux qui souhaitent marcher avec le capital». Par des coupes sauvages dans l'aide urbaine, le premier objectif politique était de détruire les restes de la Grande Société et d'approfondir le schisme entre les Noirs des centres-villes et les Blancs de nouvelles banlieues démocrates. D'autre part, le désinvestissement fédéral des grandes villes était aussi supposé libérer l'esprit carnassier du capitalisme urbain. Comme Barnekov, Boyle and Rich l'ont souligné, ce précepte canonique de l'ère Reagan, comme beaucoup d'autres, avait déjà été mûri au cours de la deuxième partie du mandat de Carter. C'est effet la Commission pour un nouveau programme des années 80 qui, sous le mandat de Carter, rejeta «toute politique nationale urbaine centralement administrée» comme «incompatible avec la revitalisation de l'ensemble de l'économie». Selon cette commission, Washington devait «se résigner au déclin des vieilles cités industrielles et ne par interférer avec la naissance et le développement d'une nouvelle économie post-industrielle» en aidant directement les communautés en détresse. Au sein de l'administration Reagan, la résurgence d'un darwinisme social a connu une acuité encore plus implacable sous la conduite

d'Emmanuel Savas, l'assistant du Secrétaire chargé de la politique de développement. Dans de nombreux articles et rapports, Savas considérait que la politique fédérale urbaine avait complètement échoué et que les villes devaient être brutalement sevrées de leur dépendance artificielle vis à vis de Washington. Tout en admettant parfois que «les villes ne bénéficiaient pas de cette aide de façon égale et que certaines d'entre elles en étaient privées», Savas avec l'appui du directeur du Budget David Stockant défendait l'idée de la compétition dans la nouvelle discipline imposée par l'économie mondiale et se prononçait pour une privatisation intransigeante des services municipaux. Il était temps, pour les villes, d'en finir avec la politique de la «Ville Providence», d'apprendre à devenir économe et d'acquérir une mentalité d'entrepreneurs. Dès 1982, le rapport Savas sur la politique des villes envisageait le développement d'une guerre inter-urbaine. Une guerre de chacune des villes contre toutes les autres, où elles étaient invitées à «former des partenariats avec leur secteur privé et à prévoir stratégiquement la mise en valeur de leurs propres avantages par rapport aux autres municipalités».

Cependant, renvoyer les villes à la jungle darwinienne ou hobbesienne demandait une complicité massive de la part des démocrates. Les républicains calculèrent adroitement que les démocrates du sud et des périphéries urbaines, si on leur fournissait un prétexte, seraient prêts à donner un coup de couteau dans le dos des grandes villes sœurs. Carter, après tout, avait déjà gelé l'aide urbaine en 1978. Et c'est exactement ce qui s'est passé en 1985-1986. Le groupe démocrate du Congrès accepta que la répartition générale des allocations soit étouffée en commission et que les subventions en faveur des villes soient mises en cause par la procédure (Gramm-Rudman) de réduction du déficit. Un autre coup de poignard fut donné en 1988 : les trois quarts des représentants démocrates du Sud votèrent l'élimination de l'UDAG afin de financer l'augmentation de fonds alloués à une station spatiale de la NASA. Deux années plus tard, alors que les réductions de l'aide fédérale amenèrent les villes à la plus grave crise financière depuis la Dépression, les démocrates négocièrent avec la Maison Blanche un budget de compromis qui les précipitait dans la faillite dans un avenir prévisible. Washington avait par deux fois inventé «la procédure de financement d'urgence» pour court-circuiter la loi Gramm-Rudman et ainsi trouver les fonds nécessaires pour la guerre du Golfe et pour répondre aux banqueroutes des caisses d'épargne. Ce ne fut pourtant qu'un bâillement qu'arracha au Congrès la Conférence des maires qui plaidait pour un plan Marshall intérieur. Et, en faisant voter en 1990 la Loi de finances assortie de moratoires sur les dépenses sociales, la majorité démocrate abdiquait toute prétention à s'opposer à la politique meurtrière contre les villes menée par l'administration Bush. Ce fut là le dernier coup contre le cercueil du New Deal.

L'abandon

Abandonnées par le Parti démocrate aux mauvais vents du post-industrialisme, les grandes villes durent faire face au désinvestissement fédéral massif au moment où la désindustrialisation et les épidémies des années 80 (SIDA, cracks, sans-abri) réclamaient des financements immenses. Dans son importante étude, Dimitris Caraley estime que depuis 1980, la réduction de 64% de l'aide fédérale a coûté aux villes 26 milliards de dollars par an (en dollars constants de 1990). Pour les villes de plus de 300 000 habitants, la part moyenne du financement fédéral dans le revenu municipal est passé de 22% en 1980 à moins de 6% en 1989. Depuis, la part du financement fédéral s'élève à une moyenne de

16%. Les villes doivent compenser ces pertes en trouvant de nouvelles sources de financements locaux avec notamment la hausse de la fiscalité indirecte qui est socialement régressive.

Le tableau 1 montre l'impact du retrait fédéral sur les dix plus grandes villes. Si Los Angeles a enduré la plus dure dilution des financements, la guerre des républicains contre les villes a certainement causé le plus de dommages à Philadelphie et New York. [...] Les chiffres de ce tableau ne peuvent pas prétendre à une description totale du réel impact social de la révolution reaganienne sur les finances urbaines. Comme le soulignait James Fossett dans une étude publiée en 1984, les subventions fédérales et les répartitions d'allocations dans les années 70 couvraient bien au delà des dépenses que les villes pouvaient engager sur la base de leur propre budget d'équipement. En prenant en compte cet élément, la réduction de l'aide fédérale à Los Angeles (42% du budget de fonctionnement au cours de l'année record de 1978) peut avoir eu une signification deux fois plus importante que ce tableau ne le suggère. De plus, les fonds fédéraux constituaient la ressource publique principale de beaucoup, si ce n'est de la majorité, des quartiers pauvres des centres-villes. Fossett estime, que 91% des subventions fédérales bénéficiaient aux pauvres et aux bas revenus. Il n'est pas besoin de préciser que ces subventions ont aussi graissé les rouages des politiques locales. Comme nous le verrons plus loin, le dynamitage républicain de l'irrigation financière des centres-villes a provoqué un réaligement politique important. Privés des fonds et d'aides qui arrivaient de Washington, de nombreux politiciens locaux et dirigeants se sont retournés – comme les idéologues reaganiens le souhaitaient – vers une dépendance, inspirée des thèses de Booker T. Washington, à l'égard du paternalisme des firmes. Parallèlement, beaucoup des organisations locales ont du s'auto-transformer en entreprises pour survivre à la sécheresse de l'aide fédérale.

Les programmes nationaux urbains qui ont souffert le plus des impitoyables reculs depuis 1980 ont été les financements en faveur du logement (- 82%), l'assistance au développement économique (- 78%) et la formation professionnelle (- 63%). Ainsi que l'idéologie le commandait, les aides fédérales ont été coupées aux villes qui étaient précisément confrontées à la plus violente restructuration depuis la révolution industrielle. Comme les fermiers irlandais pendant la grande famine des années 1840, les pauvres des communautés urbaines américaines ont été condamnés par l'adhésion fanatique de l'État au dogme du laissez-faire. Ainsi, le déclin des fonds pour le logement a mis hors jeu plus de citoyens pauvres que ne l'a fait la grande Dépression. De son côté, la mise en cause de la formation professionnelle (disparition des financements et suppression de la loi) a condamnés des myriades d'entre eux à l'économie souterraine de la drogue. Les États-Unis ont été la seule nation industrielle majeure qui ait répondu à la nouvelle compétition internationale des années 1980 par l'élimination impitoyable des programmes d'assistance aux travailleurs et aux villes.

La politique fédérale a également brisé la force de travail par d'autres moyens. Depuis la première vague de désindustrialisation urbaine du début des années 70, le secteur public local et l'armée ont fourni la majeure partie des emplois compensateurs pour les Noirs et les Latinos. Car, contrairement à leurs homologues blancs, ceux-ci n'ont pu ni se diriger vers les nouveaux créneaux d'emplois créés dans les banlieues ni parvenir à s'intégrer dans les strates supérieures des emplois offerts par les centres financiers. Cependant, depuis la moitié des années 80, la réduction de l'aide fédérale a accéléré la réduction de l'emploi dans le secteur public. Réduction qui avait déjà tendanciellement commencé

après la révolte des contribuables de 1978-1979. La sécurité de l'emploi au niveau municipal et des comtés a été mise en cause par les privatisations massives qui ont touché tout ce qu'elles pouvaient frapper : du système sanitaire aux prisons en passant par les écoles. Remise en cause des acquis sociaux, précarisation et baisse des salaires sont désormais devenues banales dans le secteur public comme ils le furent dans le privé dans les années 80.

Plus récemment, la fin de la guerre froide et la réduction des dépenses dans le secteur militaire conventionnel ont épuisé la seule source importante d'emplois pour la jeunesse des ghettos et des barrios. Depuis 1986, le pourcentage de jeunes Noirs entrant dans les forces armées est passé de 20% à 10% ; la proportion des non-blancs y est passée d'un tiers en 1979 à un quart aujourd'hui. Les minorités ont aussi souffert de façon disproportionnée de la fermeture des installations militaires comme celle de la base aérienne de San Bernadino qui était le plus important employeur de Noirs en Californie du sud.

Mais la culpabilité de Washington dans la crise urbaine va au-delà de la réduction des aides financières. Les républicains ont aussi fait éclater les budgets des villes en faisant reprendre en charge par les municipalités démocrates de nouveaux services jusqu'alors assumés au niveau fédéral sans apporter aucune ressource supplémentaire. Par exemple, alors que les villes de New York et Los Angeles sont les principales portes d'entrée de la plus grande vague d'immigration que l'on ait connue depuis le début du siècle, l'administration Bush a refusé de leur payer les fonds compensateurs promis selon la loi de 1988 de contrôle de l'immigration. Bien que plusieurs études réalisées en Californie du sud ont montré que l'immigration – clandestine ou légale – payait plus d'impôts qu'elle ne consommait, le gouvernement fédéral ponctionne ces impôts et laisse les collectivités locales (villes et comtés) avec des déficits importants du fait des services qu'elles doivent assumer. Il n'y a donc aucune surprise à voir le gouvernement fédéral refuser de rembourser les instances locales pour leur rôle dans la mise en œuvre de la politique nationale d'immigration. Politique qui ne fait qu'exacerber les attaques contre les immigrés au niveau local et dont bénéficient politiquement les conservateurs et les nativistes.

La Guerre contre la drogue a constitué bien entendu une autre initiative de Reagan-Bush qui a imposé de nouvelles charges sur les villes. Reprenant les conclusions d'études produites par la Rand Corporation sur les émeutes de Los Angeles, le Los Angeles Times reconnaissait que cette guerre avait «en réalité dévasté les communautés minoritaires sans avoir eu d'impact significatif sur le commerce des stupéfiants». Les chercheurs de la Rand ont montré que l'accroissement exponentiel des arrestations de délinquants de la drogue (plus d'un million chaque année) et leur emprisonnement conduisait tout bonnement à gâcher de l'argent et des vies. Malgré les subventions fédérales destinées aux moyens d'application de la loi, la criminalisation de l'usage de la drogue a constitué, sur le long terme, une énorme accumulation de coûts sociaux à la charge de collectivités locales insolvables. [...]

Le nouvel apartheid spatial

Beaucoup de ce que Joel Garreau et d'autres auteurs ont célébré comme la naissance de la Nouvelle ville périphérique – «le plus grand changement depuis une centaine d'années dans notre façon de construire les villes» – n'est qu'artefact masquant les différentes politiques fédérales vis à vis des centres métropolitains et des périphéries. Alors que le reaganisme exilait les centres-villes dans un désert social, il abreuvait les

promoteurs de centres commerciaux en périphérie et les industriels renégats de réductions fiscales et de subventions. Les fruits des profits du capital dans les années 80 étaient supposés réarmer technologiquement les entreprises américaines face à la compétition internationale. Ils furent en réalité utilisés à la construction excessive de bureaux et d'espaces marchands autour de longs corridors entourant les villes. [...] Dans les faits, ces politiques ont aussi subventionné de nouveaux courants migratoires chez les Blancs et favorisé une re-ségrégation des métropoles. Dans le monde néo-classique idéal, la meilleure option pour les travailleurs des centres urbains décadents et non-compétitifs est de suivre la migration des emplois vers les nouvelles ceintures urbaines. C'est, bien entendu, exactement ce que des millions de citoyens blancs ont fait depuis l'insurrection des ghettos de la fin des années 60.

Les tableaux 2, 3, 4 et 5 illustrent la recomposition ethnique de 10 villes (24 millions d'habitants) qui constituent les centres des dix plus grandes régions américaines (76 millions d'habitants).

En entrant dans le détail, il est possible de faire des distinctions plus importantes entre les itinéraires urbains que suivent les Blancs, les Noirs, les Latinos et les autres groupes. Pour prendre Los Angeles en exemple, dans les années 70 et au début des années 80, la quasi totalité de la classe ouvrière blanche de la vieille ceinture industrielle du sud-est – quelques 250 000 personnes – s'est déplacée en bordure des sites riches en emplois de la banlieue. Ils ont été remplacés par 328 000 immigrants mexicains, tout d'abord employés dans des entreprises et des services où le syndicalisme était absent. En effet, à Los Angeles, le contrepoint de la latinisation de la force de travail a été la disparition virtuelle du cœur de la ville des couches ouvrières blanches anglophones. Une cartographie de la force de travail résidente montrerait une élite managériale blanche, un secteur public noir, une petite-bourgeoisie asiatique et un prolétariat émigré latino.

Bien que la seconde et la troisième génération de Mexicano-américains ne se déplacent aussi aisément dans le sud de la Californie que la classe ouvrière ou les classes moyennes anglophones, leur taux de mobilité est extrêmement élevé. Un des plus importants changements ethniques de ces dix dernières années a été l'explosion du pouvoir politique chicano dans la vallée de San Gabriel Valley, banlieue située à l'est de Los Angeles.

Les Afro-américains, par contraste, ont été pris au piège à Los Angeles, comme partout ailleurs dans les espaces urbains du pays. [...] Il y a eu extension géographique des ghettos. Et si on aperçoit les indications d'un exil noir vers l'Empire de l'intérieur – qui s'est probablement accéléré depuis la rébellion du printemps dernier –, nous devons souligner que cette mobilité noire a été contenue dans quelques banlieues extérieures dont on connaît les dramatiques déficits d'emplois et de logements. Si on fait la comparaison avec les traditionnelles couches ouvrières blanches, mais plus particulièrement avec les Chicanos, on voit qu'il y a eu, au mieux, un simple déplacement diffus des Noirs à l'intérieur des marchés du travail et du logement de la Californie du sud. En d'autres termes, les découpages selon les lignes de couleurs restent vivaces face aux pôles de croissance de la Californie du sud comme Simi Valley, Santa Clarita, Temecula, Irvine, Laguna Hills et Rancho Bernardo. Entre 1972 et 1989, les ceintures urbaines de Los Angeles ont gagné plus de deux millions de nouveaux emplois alors que sa population noire se maintenait à moins de 2% ; les Noirs représentant 11% de la population du comté de Los Angeles. Par une combinaison précise des discriminations raciales et de classes, les Afro-

américains ont été systématiquement exclus du boom de l'emploi. Ils sont ainsi devenus plus dépendants des emplois du secteur public qui est la pierre angulaire de l'économie de la communauté noire.

A quelques nuances ou exception près, le modèle de l'apartheid spatial (souvent appelé par erreur mismatch, ou mauvais emboîtement) a été organisé dans toutes les métropoles des États-Unis au cours des années 80. Dans la Bay Area, par exemple, l'industrie financière de San Francisco a ignoré les efforts désespérés de la municipalité noire d'Oakland pour stimuler la création d'emplois omnicolores. Elle a préféré exporter des dizaines de milliers d'emplois de bureaux vers les nouveaux comtés périphériques blancs de Contra Costa. D'autre part, le grand Atlanta et Detroit rivalisent pour emporter la distinction du plus parfait gâteau urbain: les Noirs dans les centres désindustrialisés et les Blancs dans les nouvelles ceintures riches en emplois.

Le nouvel encerclement de la ville est l'expression la plus achevée d'une réorganisation raciale de l'espace urbain qui s'est développée autour de deux moments politiques précis. Tout d'abord, à l'intérieur du discours politique dominant, l'identité sémantique de la race et de l'urbanité, est désormais construite. La représentation des «sous-classes noire et latino» procède des mêmes processus qui, hier, lors de *kulturkampf* ethno-religieux

Découvrez l'autre Amérique

L'autre Amérique, n° 0 (épuisé)

Les gangs de Los Angeles produisent un plan alternatif

Bloods and Crips, together for ever

La Mujer obrera, un syndicalisme atypique

La dépression qui vient.

Dolores Trevizo, Mike Davis, Phil Kwick, James O'Connor

L'autre Amérique, n° 1 (épuisé)

Chinatown, les salariés s'organisent

Los Angeles, une rébellion urbaine.

Ken Wong, David Li, Mike Davis...

L'autre Amérique, n° 2 (épuisé)

Malcolm X, contenu et image

Réflexions sur l'héritage de Malcolm

Angela Davis, Manning Marable, Daniel Guérin.

L'autre Amérique, n° 3

Labor Goes global

Sauver les emplois dans l'automobile et sauver les communautés : un impératif américain.

Coopération contre collaboration

Mary McGinn, Kim Moody, Jerry Tucker, Labor Research Review

L'autre Amérique, n° 4

Les pionniers de la nouvelle alliance

Decatur, Illinois

Oscar Wilde : A rediscovered radical

L'autre Amérique, n° 5

Still Black, Still Strong

Moi, Dhoruba Bin Wahad, survivant d'une guerre menée par l'État américain contre les révolutionnaires noirs

L'autre Amérique, n° 6

Le mouvement pour la justice environnementale dans le Sud

Southern Organizing Committee, Pat Bryant

L'autre Amérique, n° 7

Le féminisme provoque des reclassements politiques

Decatur : la guerre de classe

Jo Freeman

Le numéro : 25,00 francs - 5 numéros : 100 F

Règlement à l'ordre de Syllepse

42 rue d'Avron - 75020 Paris

du début du XX^e siècle, on utilisait l'euphémisme «grande ville» pour désigner «les masses grouillantes papistes». Les débats d'aujourd'hui autour de la ville – à propos de la drogue et de la criminalité – sont en réalité centrés sur la question raciale. Ou pour le dire autrement, comme Jesse Jackson l'a toujours souligné, le sort du secteur public urbain est devenu central pour le devenir de la communauté noire en Amérique.

Deuxièmement, l'année 1992 a constitué le moment charnière qui a vu les électeurs des nouvelles ceintures urbaines et leurs représentants devenir majoritaires aux États-Unis (ils constituaient déjà la majorité dans la population blanche depuis 1980). Les politiques des ceintures urbaines, remarquait Fred Siegel dans un récent numéro de *Dissent*, «ne sont pas tant républicaines que dirigées contre les villes... [et] sont encore plus dirigées contre les Noirs que contre les villes». Pendant des générations, la polarisation raciale s'est organisée autour de la ligne blanche d'une frontière séparant la ville et sa banlieue. Mais la dramatique désurbanisation qui a accompagné la croissance économique des dix dernières années et la contrainte de l'aller et retour entre le lieu de travail et de résidence ont donné une autonomie sans précédent par rapport aux racines de la crise de la ville à ces «utopies bourgeoises». De plus, «l'accession de l'électorat des banlieues au statut virtuel de majorité électorale l'a conduite à formuler ses propres besoins de services sociaux, à produire ses propres sources de financements trouvées et à rompre les liens déjà tenus avec les circonscriptions électorales noires». Ce phénomène a simplifié la géographie politique de l'espace urbain : l'affiliation au Parti républicain est dorénavant directement proportionnelle à l'éloignement du centre urbain.

De leur côté, les centres urbains ont vu leur influence politique au niveau national se réduire. Depuis Jimmy Carter, leur représentation au Congrès est passée du quart au cinquième des sièges. Aux élections présidentielles, la puissance des grandes villes avait atteint son niveau le plus haut en 1960 quand la machine de Daley avait «ressuscité les morts» pour permettre à John Kennedy de battre Richard Nixon. A l'époque Chicago représentait 40% des votes de l'État de l'Illinois, alors qu'aujourd'hui, son poids n'est que de 25%. Obtenir la majorité dans les vingt plus grandes villes donnait, hier, un ticket d'entrée à la Maison-Blanche. Mais, nous l'avons vu avec Carter, Mondale et Dukakis, il est maintenant possible de gagner les grandes villes et d'être écrasé dans les banlieues par la défection de ceux qu'on appelle les démocrates-reaganien. Ceux-ci constituant une large strate mêlant aristocratie ouvrière et couches moyennes inférieures blanches, tous réfugiés en provenance des villes.

La campagne de Clinton a constitué bien entendu le moment culminant de cette longue bataille menée par les démocrates des nouvelles banlieues et les démocrates du Sud pour défaire le contrôle des syndicats, des maires des grandes villes et des mouvements pour les droits civiques sur le Parti démocrate. A la suite de la débâcle de Mondale, Clinton s'est allié avec Bruce Babbitt, Charles Robb et d'autres gouverneurs d'États de la *Sunbelt* pour constituer le *Democratic Leadership Council* (DLC). Il s'agissait de disputer la direction du parti au Comité national démocrate (DNC). Les principaux objectifs du DLC étaient les suivants : marginaliser Jesse Jackson (le champion des pauvres des villes), inverser le sens des réformes intérieures au parti, prendre le contrôle du DNC et nommer un candidat qui pourrait défier le reaganisme sur son propre terrain boueux.

Le génie de Clinton a été sa capacité à se couler dans le stéréotype démocrate-reaganien du DLC. De l'électrocution d'un condamné à mort noir et handicapé

mental à la veille des élections primaires de New York à son incapacité à prononcer le mot ville dans ses discours, l'objectif de Clinton a été d'assurer aux nouvelles ceintures blanches des villes qu'il n'était ni laxiste avec le crime, ni bienveillant avec les sous-classes, ni tolérant envers les dépenses sociales engagées dans les grandes villes. Cette litanie anti-noire et anti-urbaine parcourt toutes ses promesses de réinvestissement dans la mobilité économique et scolaire des classes moyennes tout promettant également de défendre le nouvel ordre mondial de Bush.

En dépit de la clarté du message de Clinton, sa victoire a provoqué des espoirs et des interprétations erronés. De la même façon que, persuadés qu'il allait ouvrir les portes dorées de l'Amérique aux masses haïtiennes, les pauvres de Port-au-Prince ont organisé un culte du cargo autour de Clinton, une ribambelle jubilante de maires de la *Rust Belt*, d'animateurs communautaires, d'élus du *Black Caucus* ont consacré la défaite de Bush comme l'aube d'un New Deal. Certains, peut-être, avaient été intoxiqués par l'assurance répétée d'Arthur Schlesinger que la grande roue de la politique américaine allait de nouveau tourner, inexorablement, de la droite vers la gauche. D'autres ont été victime d'une véritable hallucination en acceptant l'idée encore plus étrange, répandue par les cercles du *Democrat Socialist of America*, que Clinton était en fait un «social-démocrate ignoré» favorable à une vaste politique keynésienne d'expansion reposant sur l'éducation et le système de santé. De tous ces éléments, on ne peut conclure que le Président Clinton était le «candidat secret» d'une large et invisible social-démocratie américaine. Les élections de 1992 n'ont rien rapproché le pays, bien au contraire, de ce que pourrait être une politique de gauche de New Deal en faveur des villes. En effet, comme l'a souligné Walter Dean Burnham du MIT, la roue mythique de Schlesinger ne fonctionne plus, elle est plutôt bloquée dans une position centre-droit qui correspond au système politique «post-bipartidaire» voulu par les nouvelles banlieues.

En réalité, il n'y avait aucune raison qu'une campagne électorale qui a prudemment ignoré les questions posées par les centres urbains, propulse un président soudainement attentif à leurs besoins. Examinant les conséquences de la rébellion de Los Angeles, ni le *Business Week*, ni le *National Journal* n'ont pu saisir de différence significative entre les approches de Clinton et de Bush sur la politique urbaine. Will Marchall, président du Institute Progressive Politic de DLC, principal conseiller de Clinton a reconnu lui-même, qu'il n'y avait «qu'une mince différence sur l'essentiel». De son côté, son homologue républicain, Stuart Butler, directeur du Département de politique intérieure de l'*Heritage Foundation*, ne voyait pas non plus de «différence de conception entre Bush et Clinton». Lorsqu'à de rares occasions au cours de la campagne, les deux hommes ont du aborder la question urbaine, chacun a utilisé la même rhétorique dégradée de «renforcement des pouvoirs» pour préconiser le développement de zones franches pour les entreprises, la privatisation de l'école et des logements sociaux.

Dans les mois qui ont suivi l'élection, que ce soit à Cabrini-Green ou à South Bronx, nous n'avons pas vu éclore les fleurs. En décrivant les malheurs de New York, avant l'arrivée de l'équipe de transition de Clinton, Charles Rangel, député de Harlem au Congrès, se plaignait de ses collègues en constatant qu'«ils écoutaient mais ne disaient rien». Ceci n'a rien de surprenant lorsqu'on a lu Le mandat pour le changement, «bible de la transition», rédigée par le *Progressive Policy Institute*, qui omet de citer la question urbaine dans ses quatorze têtes de chapitres. De ce point de vue, Henry Cisneros, nouveau secrétaire au

Logement et au Développement urbain, a certainement soulevé de grandes attentes parmi les foules adeptes du culte du cargo. Mais à ce jour, il n'a promis que peu de choses : limiter ses initiatives sur la base des budgets actuels, rénover la législation fédérale sur les zones de libre entreprise, préserver le programme «Grain et Ivraie» qu'il a décrit comme «très important». De son côté, le Congrès donne peu de signes qu'il souhaite rompre avec l'indifférence sur les questions urbaines que l'on a connu pendant la longue période Reagan-Bush. Un sondage Gallup a révélé que parmi les préoccupations des membres démocrates du Congrès, l'aide aux villes se situait misérablement au trentième rang sur quatre-vingt ; la question du logement occupant tout simplement à la dernière place.

Supposons pour le besoin de la démonstration que sous la pression de nouveaux troubles urbains – peut être provoqués par une nouvelle émeute à Los Angeles – Clinton, à l'instar de ce que fit à contrecœur Nixon en 1969 – soit contraint de prendre en compte les contradictions urbaines. Pourrait-il, en l'état actuel des choses, entreprendre des réformes et mobiliser des ressources budgétaires pour sauver les villes ? On voit difficilement comment. L'avenir d'une renaissance d'un réformisme urbain sera bien pâle aussi longtemps que les dépenses fédérales seront corsetées par le déficit actuel, par le vote en faveur de Perot et par la récession qui frappe les cols-blancs.

Les nouveaux moutons de Panurge

Le principal héritage de l'ère Reagan-Bush, naturellement, est constitué par les deux mille milliards de dollars qu'ont coûté la «victoire» de la guerre froide. L'investissement public d'une génération, probablement l'équivalent fiscal de plusieurs New Deal, a été transformé en bombardiers furtifs et en armadas nucléaires. Le tout financé par les moyens les plus régressifs imaginables : énormes dégrèvements fiscaux pour les plus riches et endettement extérieur rampant. Le système bi-partidaire allant jusqu'à ajouter un autre demi-milliard de milliard de dollars pour renflouer les riches investisseurs suite de la débâcle des caisses d'épargne. Dépensées en faveur des villes et de leurs habitants, ces immenses sommes d'argent auraient transformé l'Amérique en Pays d'Oz au lieu d'en faire ce pays de la désolation.

L'impact social du service de ce déficit peut être mesuré en comparant le total des budgets annuels des 50 plus grandes villes. En 1980, les intérêts dus sur le déficit fédéral représentaient deux fois le total de ces budgets. Aujourd'hui, ces intérêts représentent six fois plus. Les 300 milliards de dollars du déficit de 1990 représentent désormais l'équivalent des intérêts annuels dus sur la dette fédérale qui s'élève à cinq-mille milliards de dollars.

En soulignant que ce taux d'endettement par tête est le plus élevé de tous les pays de l'OCDE, les keynésiens peuvent facilement démontrer en quoi il est ridicule de permettre de tel déficit qui hypothèque lourdement la croissance du pays et tout effort de réinvestissement en faveur des villes. Mais le déficit n'est pas seulement un chiffre sur un livre de compte, c'est également une arme stratégique majeure de la droite. Il constitue un véritable levier d'Archimède que la coalition conservatrice au Congrès a utilisé pour démanteler la citoyenneté des pauvres, ruraux comme urbains. Par le biais du Gramm-Rudman et du collectif budgétaire de 1990, c'est la garantie structurelle que la Révolution reaganienne est irréversible. Ainsi que Guy Molloyneux l'a brillamment montré, nous avons assisté à une «véritable inversion orwellienne du langage politique». Le «déficit des guerriers» est devenu le «sacrifice partagé», les dépenses en faveur des villes sont considérées comme

«flatteries d'intérêts particuliers» et les «durs choix» signifient plus d'austérité pour les pauvres.

La plus orwellienne de ces voix a l'accent traînant des plaines de l'est du Texas. Clinton peut continuer à mépriser Perot, mais l'ombre du minuscule milliardaire (magnifié par les marchés obligataires) apparaît bien forte face à la nouvelle administration. Dans une croisade populiste sans précédent, Perot a été capable d'entraîner 19 millions d'électeurs sur la simple idée que la question clé à laquelle devaient faire face les Américains ordinaires était le déficit et non le déclin des villes et la condition des pauvres. Comme des moutons de panurges, ses millions de supporters ont fait le serment de refuser de s'approcher un peu plus des bords du précipice d'une dépression majeure afin d'équilibrer la comptabilité fédérale. Perot est aussi le gardien de tout réaligement politique. Clinton a gagné les élections parce que Perot a volé à Bush le vote des banlieues, des lieux de résidence des retraités et des ceintures *high tech*. (tableau 6).

De son côté, par rapport aux résultats de Dukakis en 1988, Clinton a perdu 3% des votes populaires. La préoccupation stratégique de son administration sera donc de regagner les voix captées par Perot dans les banlieues. Comme les enquêtes le montrent, ces électeurs sont favorables à la réduction de la pression fiscale et à la réduction des dépenses fédérales en faveur des pauvres des villes. Il n'y a donc aucune surprise à découvrir que le cabinet de Clinton est extrêmement attentif à la réduction du déficit et admire le Nouveau fédéralisme reaganien. La présence de Leon Panneti («il est temps de faire des sacrifices..., de réduire, de ne plus augmenter les dépenses publiques», etc.) et d'Alice Rivlin au ministère du Budget est l'équivalent d'une entrée morale de Perot lui-même dans le cabinet.

En définitive, l'espoir que Clinton allait arroser les villes des 200 milliards de dollars d'investissement promis (infrastructure, technologie et éducation) est peut-être le mirage le plus cruel de tous. [...] Le budget d'investissement réduit est principalement destiné au transport ferroviaire coûteux, à la fibre optique et aux autoroutes rapides inter-urbains. Investissements qui bénéficieront aux électeurs de Perot dans les ceintures des villes, aux lobbies des ponts et chaussées installés dans les administrations des Etats, aux promoteurs et aux dirigeants blancs du bâtiment.

C'est pourtant là que les besoins d'investissement fédéraux se font le moins sentir. Mais, ces dépenses font certainement chaud aux cœurs des banlieusards barricadés. En effet, si Reagan et Bush ont pu décimer les fonds d'investissement en faveur du logement et de la formation professionnelle, ils ont sagement respecté ceux destinés aux autoroutes. La loi de 1983 sur les autoroutes génère encore aujourd'hui d'importantes constructions. Il en est de même pour la loi de 1991 qui prévoyait 155 milliards de dollars sur les six prochaines années pour le rail dont un système de métro pharaonique pour Los Angeles.

Si les maires des grandes villes et les élus du Black Caucus avaient tenté de détourner quelques miettes de ces fonds d'investissements vers les besoins cruciaux des villes (école, logement, environnement, espaces publics) ils auraient été confrontés à des batailles sans précédent avec les nouvelles banlieues. La récession qui frappe les couches moyennes blanches est en effet la plus grave que nous ayons connue depuis les années 30. Des centaines de milliers de cadres moyens, de programmeurs en informatique, de comptables et de commerçants sont en train de voir fondre leurs économies au profit des banques perchées en haut de leur gratte-ciel. Ils ont été rejoints par des régiments de travailleurs en excès du secteur de la défense, d'ingénieurs aéronautiques et des travailleurs qualifiés.

Pour la première fois, les nouvelles ceintures urbaines ressentent quelque peu la douleur éprouvée par les vieux centres villes et la compétition pour s'accaparer les ressources budgétaires est devenue intense.

Personne d'autre que Richard Darman, le directeur du budget de Bush, ne pouvait mieux parler de la logique interne qui anime cette lutte pour la redistribution et qui apparaît dans l'ombre du déficit. Lors d'une conférence de presse pour présenter à Clinton le cadeau empoisonné du déficit, un Darman presque joyeux rappela que la nouvelle administration était prisonnière du passé légué par Reagan-Bush. Clinton ne pourrait, a-t-il souligné, s'occuper du déficit et en même temps réaliser son programme d'investissement sans recourir à une politique suicidaire de taxation des classes moyennes ou de réduction de leur sécurité sociale et de leurs droits en matière de santé. Ainsi les promesses de la campagne de Clinton étaient bel et bien sans valeur. La seule option électorale possible pour les démocrates comme pour les républicains est donc de continuer à ignorer les grandes villes et leurs pauvres. [...]

Les États contre les pauvres

Au cours des jours sombres de l'administration Reagan, plusieurs grandes villes essayaient de trouver une lueur d'espoir qu'elles pensaient voir briller dans les budgets des gouvernements des États. Le repli fédéral vis à vis de la politique intérieure (qui a commencé, nous l'avons vu, avec Carter en 1978) a conféré un rôle plus dynamique aux administrations des États dans le financement urbain et le développement économique local. L'État de Californie, par exemple, a organisé le sauvetage financier de villes, de comtés et de districts scolaires menacés par les effets dévastateurs combinés de la Proposition 13 [...] et de la réduction des financements fédéraux. Les États du Michigan et du Massachussets ont compensé l'absence de politique industrielle nationale en engageant à leurs niveaux leurs zones urbaines dévastées dans d'ambitieux programmes. D'autres États assumant un rôle de plus en plus important dans le financement local du système éducatif. Entre temps les dépenses globales des États qui représentaient l'équivalent de 60% du budget fédéral pendant l'administration Johnson sont devenues presque aussi importantes que celui-ci dans le budget de 1990 : mille milliards contre mille cinq cent milliards de dollars.

A la fin des années 80, les grands instituts politiques de Washington et de New York ont été abusés par le nouveau discours sur cette extraordinaire «renaissance des États». Les défenseurs conservateurs des droits des États se plaignaient amèrement sur les pouvoirs qui avaient été abandonnés au sein des gouvernements au profit de la gauche libérale. De leur côté, les progressistes spéculaient sur «le keynésianisme dans un seul État (voire deux ou trois)». Mais l'illusion que le pire du reaganisme pouvait s'arrêter aux frontières des États ou que ceux-ci pouvaient se substituer à Washington pour sauver les cités n'était entretenue que par la relative autonomie fiscale des États les plus riches au sein du «boom des deux côtes» du milieu des années 80. Le «nouveau rôle économique» attribué aux États pauvres a consisté dans la majorité des cas, comme par exemple dans l'Arkansas de Clinton, à être les meilleurs pourvoyeurs de travail bon marché non syndiqué et d'avantages fiscaux pour les entrepreneurs. [...]

Le principe «les banlieues d'abord, les villes et leurs pauvres ensuite» a conduit à une dramatique réduction, voire même à la suppression, de l'assistance sociale et médicale pour les pauvres. Les systèmes de soutien social en faveur des couches sociales des États

traditionnellement progressistes et industriels – et dont les noms évoquent un appel à voter pour Franklin Delano Roosevelt : Illinois, Michigan, Massachusetts, Maryland, Minnesota, Ohio, Oregon – se sont alignés à la baisse sur les faibles moyens alloués par le Mississippi et l'Arkansas. Les circonscriptions démocrates ont réduit radicalement la couverture médicale, sacrifié les indemnités, rendu plus difficile l'accession à ces droits et restreint leur durée.

Dans le cas le plus extrême, le Michigan, l'assistance générale a été purement et simplement abolie. Les chômeurs célibataires ou mariés sans enfants ont été abandonnés sans allocation ni assistance de quelque sorte que ce soit. Le Maryland s'est lui aussi débarrassé des restes de protection sociale sauf pour les infirmes et les plus âgés. L'Ohio, le Minnesota et l'Illinois ont limité les assistances [...]. Le Massachusetts a réduit les droits des infirmes et l'Oregon les a exclus de l'hospitalisation. Des mesures similaires sont en passe d'être prises dans les États de New York, du New Jersey et, comme nous le verrons, en Californie. Une étude suggère qu'au moins quarante États sont actuellement en train d'évaluer la possibilité d'alléger les acquis sociaux en faveur des enfants. Comme des meurtres en série, l'exemple d'un État détruisant les acquis sociaux entraîne les autres dans la même voie toute aussi folle.

Les débats actuels qui animent la plupart des États sur les pauvres sont très «branchés» sur la «Loi sur les pauvres» de 1830 et sur le révérend Malthus. Face aux attaques contre le «bien-être des classes inférieures» organisées de concert par les deux partis dominants, les défenseurs des pauvres ont tenté de souligner l'implacable usure des revenus. Depuis 1970, le salaire minimum et le niveau moyen de revenu ouvrant l'accès à la protection sociale (AFCD) ont perdu (en dollars constants) 40% de leur valeur réelle. Pour une famille de trois personnes, le niveau moyen d'allocations atteint aujourd'hui à peine le tiers du seuil de pauvreté. Et aujourd'hui, plus de 28% de la population vivant en dessous de seuil de pauvreté, ne reçoit aucune aide publique.

[...] Dans un article, John Begal et Carol Bethel considèrent qu'au plan législatif, les attaques en cours contre les pauvres sont conduites par les forces auxquelles nous faisons référence précédemment : à savoir la pression compétitive des électeurs anxieux des classes moyennes qui incluent les travailleurs déplacés des centres de production et les foyers n'ayant plus qu'une seule source de revenus. La lutte ne se polarise pas autour de la légitimité de l'État-providence mais sur la question de la prééminence politique des banlieues et des droits des classes moyennes. Dans le Michigan, par exemple, cela a pris la forme d'une guerre cruelle des banlieues blanches de Detroit contre les chômeurs du centre noir de la ville. Dans un discours exemplaire, un élu de banlieue suggéra que si les chômeurs de Detroit n'étaient pas heureux avec l'abolition de l'assistance sociale, ils pouvaient toujours «se rendre au soleil en Californie, à New York s'ils étaient «branchés» ou encore dans le Minnesota s'ils préféraient les sports d'hiver».

Bien que «les relations entre l'État fédéral et les gouvernements locaux se soient détériorées à un point jamais atteint jusqu'ici», les États ont été capables par le recours à la loi de faciliter cette nouvelle paupérisation à la Dickens sans avoir à affronter des révoltes de masse dans les villes. Les gouverneurs et les leaders des majorités législatives ont appris à mener des négociations faustiennes avec les autorités des villes et des comtés. En échange de coupes sombres dans les budgets sociaux et des fraudes fiscales, les localités sont relativement libres d'apporter à leurs mandants certains services publics comme des soutiens sociaux et assistance médicale pour les indigents. Le hit – comme aiment à l'appeler les législateurs et autres assassins

dissimulés – se réalise en enrôlant les propriétaires des villes dans une cause commune avec les banlieues au nez et à la barbe des citadins .

La destruction des droits

L'ultime victime de cette vague d'attaques législatives sociales contre les pauvres urbains pourrait bien être en définitive l'avenir de la conception d'une citoyenneté commune elle-même. Que ce soit au nom du budget ou au nom de la guerre contre la drogue, les droits économiques et sociaux qui avaient été durement acquis au cours de plusieurs générations de luttes, sont maintenant banalement diminués voire abolis. Jamais depuis la fin de la Reconstruction autant d'Américains ont dû faire face à un déclin aussi dramatique de leur citoyenneté tel que les communautés urbaines de couleur le connaissent aujourd'hui. Et aucun train de mesures gouvernementales n'a mis autant en relief cette destruction des droits que ce qui s'est passé à Sacramento depuis le procès de Rodney King.

Alors que les cendres de South Central étaient encore chaudes, Art Torres, le sénateur libéral de Los Angeles-Est a soumis deux lois d'urgence à la chambre californienne. La première proposait la création d'un fonds de soutien à Los Angeles par l'augmentation provisoire de la fiscalité sur les ventes. Une mesure similaire avait d'ailleurs été prise après le tremblement de terre de 1989 et avait permis de soutenir la zone de la Baie). La seconde était un petit pas dans la reconnaissance de la brutalité de la police comme étincelle ayant déclenché les émeutes. Elle établissait une procédure de plainte des citoyens et une banque de données. Ces deux lois furent considérées comme sujet à controverses.

A la consternation de Torres, ses deux projets de lois furent rapidement enterrés par une contre-offensive anti Los Angeles orchestrée par le puissant lobby du renforcement de «la loi et l'ordre». Un traitement égal des victimes du tremblement de terre et des émeutes fut rejeté par le sénateur républicain de Fresno, Ken Maddy, qui fit observer de façon méprisante à Torres «qu'il n'y avait pas le même épanchement de sentiments pour Los Angeles». Entre temps, la modeste proposition de Torres de mise sous surveillance légale des abus de la police [...] a été violemment rejetée et remplacée par quatre lois criminelles proposées par le leader de la majorité sénatoriale, David Roberti de Hollywood. Celui-ci, qui devait apparaître comme la cinquième colonne du gouverneur républicain Wilson au sein du Parti démocrate, a proposé un autre message aux villes. Il a proposé de supprimer les peines avec sursis pour les pilliers, d'augmenter les peines de 7 à 9 ans de prison pour les incendiaires, d'allonger la période de mise en jugement et a offert des primes d'État pour les arrestations de pilliers. Ses propositions ont été adoptées haut la main.

Alors que le Sénat affichait sa mauvaise humeur, la législature tout entière s'embrasa dans un débat épique sur l'avenir de la Californie à l'ombre des émeutes. Coincé entre la proposition 13 et la plus grave récession depuis 1938, le budget de l'État était déficitaire de six milliards de dollars avec en perspective un déficit encore plus important dans les années à venir. Les démocrates sous la conduite de Roberti et du président de la Chambre, Willie Brown (un avocat d'affaires noir de San Francisco) ont initialement proposé d'augmenter les impôts sur les grandes fortunes du pays, [...] et «de reporter» le déficit dans l'attente d'une nouvelle reprise de l'économie.

De son côté le gouverneur républicain Wilson a mis la récession sur le compte des travailleurs et des pauvres. Il a proposé de réduire drastiquement et de façon permanente les crédits alloués aux allocations

familiales, à l'assistance médicale et à l'éducation. En échange de l'abandon de leur obligation d'assistance sociale par les comtés, il a proposé également d'en finir avec la proposition n° 13 de Sacramento. Dans un État dans lequel la prospérité d'après-guerre avait été générée par de hauts niveaux d'investissement dans l'éducation et les services publics, Wilson a défendu une retraite draconienne dans le «pur style Michigan».

Au début de l'été les démocrates avaient presque complètement capitulé. Après les agissements en coulisses de la Chambre de commerce et des lobbies du pétrole et de l'immobilier, les «fils du peuple» conduits par Willie Brown abandonnèrent leurs faibles tentatives augmenter les impôts sur les riches et les entreprises bénéficiant de largesses fiscales. [...] Les représentants démocrates sont allés jusqu'à dévoiler leur collectif budgétaire qui selon le Los Angeles Times allait encore plus loin dans les restrictions budgétaires que le plan du Gouverneur. Un démocrate bien connu déclarant à ses collègues républicains : «Pourquoi ne criez-vous pas tout simplement victoire et ne rentrez-vous pas chez vous ?»

Rétrospectivement, on peut se demander ce qui a été le plus étonnant : la fausse résistance des démocrates et leur reddition abjecte ou le refus de Wilson de «rentre à la maison» ? La crise budgétaire s'éternisa tout l'été, forçant l'État à payer ses dettes [...], le gouverneur insistant de façon dogmatique sur les réductions dans le secteur de l'éducation. Coupes budgétaires que les démocrates, fortement financées par les organisations d'enseignants, ne pouvaient se permettre d'accepter. Le Président Brown, de même que les élus de Los Angeles, [...] préférant comme alternative le sacrifice des aides à la ville.

En fait les deux parties ont joué des jeux différents pour une mise inégale. Les démocrates, dominés par le lobby néo-libéral, voulait simplement éviter le plus de sacrifices possibles au cœur des banlieues qu'ils contrôlent et qui sont fortement concernées par les impôts, les transports et l'éducation et pas du tout par assistance sociale et le développement urbain. Ils ont soulagé leurs consciences en proposant des «trucs» qui devraient restaurer les programmes abandonnés et réduire la souffrance des pauvres, une fois la récession terminée et l'époque des vaches grasses revenue.

De son côté, le gouverneur a joué un jeu dur – en terme de stratégie politique – contre les démocrates mous. Sous la pression les bien-nommés «hommes de cavernes» de sa propre droite, Wilson a décidé d'abandonner le compromis entre les deux partis pour une confrontation idéologique. Comme Reagan en 1980, il a tenté de façon permanente de réduire le rôle social de l'État et de fragmenter la coalition démocrate traditionnelle. Il a été intransigeant sur le budget parce qu'il voulait contraindre les démocrates à trahir leur alliés du secteur de l'éducation et à accepter des coupes budgétaires permanentes. [...]

Au cours de la longue bataille de l'été sur le budget – qui finalement prit fin par la victoire finale des restrictions mais, comme le Président Brown le voulait, transférée de l'éducation vers le gouvernement local – Wilson rappela deux dogmes officiels. Le premier était le rapport de la «commission sur la compétitivité», dirigée par Peter Ueberroh, et publié à la veille des émeutes. Ce rapport attribuait le malaise économique californien et la fuite des capitaux à l'excès de réglementation et à l'imposition excessive des sociétés. Le second était un rapport du ministère des Finances datant de 1991, intitulé : «L'écrasement fiscal grandissant des contribuables en Californie». Document qui donnait l'avertissement suivant : les immigrants et les mères de l'assistance sociales se multipliaient plus rapidement que les contribuables. L'originalité intellectuelle de Wilson a été de synthétiser ces deux rapports dans une

Tableau 1
Contribution fédérale aux budgets des 10 plus grandes villes (en %)

	1977	1985
New York	19%	9%
Los Angeles	18%	2%
Chicago	27%	15%
Philadelphie	20%	8%
Detroit	23%	12%
Baltimore	20%	6%
Pittsburgh	24%	13%
Boston	13%	7%
Cleveland	33%	19%
Minneapolis	21%	9%

Tableau 2
Évolution ethnique des centres des 10 plus grandes villes

- 800.000 Blancs
+ 4.800.000 Latinos
+ 1.500.000 Asiatiques
+ 800.000 Noirs
solde de population : - 900.000

Tableau 3
Composition ethnique

	1970	1990
Blancs	70%	39,9%
Noirs	27,6%	31,4%
Autres	2,4%	28,7%
	Asiatiques	6,8%
	Latinos	21,9%

Tableau 4
% de population blanche dans 10 grandes villes

	1970	1990
New York	75,2%	38,4%
Los Angeles	78,3%	37,2%
Chicago	64,6%	36,3%
Washington	41,4%	33,0
Bay Area	75,1%	42,9%
Philadelphie	65,6%	51,3%
Detroit	55,5%	20,3%
Boston	81,7%	58,0%
Dallas	75,8%	49,8%
Houston	73,4%	39,9%

Tableau 5
Groupes ethniques principaux (1990) et Maires (1992)

	groupe le plus nombreux	second groupe	maire
New York	Blancs : 38,4	Noirs : 29,8	Noir
Los Angeles	Latinos : 39,3	Blancs : 37,2	Noir
Chicago	Noirs : 40,8	Blancs : 36,3	Blanc
Washington DC	Noirs : 62,2	Blancs : 33,3	2 x Noir
Bay area	Blancs : 42,9	Asiatiques : 22,8	2 x Blancs/1 Noir
Philadelphie	Blancs : 51,3	Noirs : 39,9	Noir
Detroit	Noirs : 75,7	Blancs : 20,3	Noir
Boston	Blancs : 58	Noirs : 25,6	Blanc
Dallas	Blancs : 49,8	Noirs : 27,2	2 x Blancs
Houston	Blancs : 39,9	Noirs : 28,1	Blanc

Tableau 6

Comté	Bush 1988	Bush 1992	perte	Perot 1992
Orange (CA)	68%	44%	- 24	24%
San Bernardino (CA)	60%	37%	- 23	23%
Silicon Valley (CA)	47%	28%	19	22%
San Diego (CA)	60%	35%	- 25	26%
Clark (Las Vegas)	56%	33%	- 23	25%
Orange (Orlando)	68%	46%	- 22	19%
Gwinner (GA)	76%	54%	- 23	16%
Du Page (IL)	69%	48%	- 21	21%
Fairfax (VA)	61%	44%	- 17	14%

vision unique sentant le soufre pour les couches moyennes blanches et les entrepreneurs encerclés par les immigrants illégaux et les sangsues de l'assistance, soutenus par les syndicats du secteur public et les démocrates de Sacramento. Ainsi les images des émeutes de Los Angeles ont pu prendre une couleur et une vivacité particulières lorsqu'elles sont vues par les yeux de l'ennemi.

[...] Wilson de façon obstinée évoque ce scénario «démographique» où se mêlent une tonalité «nativiste» et racistes, pour justifier sa chirurgie radicale dans le secteur public. Réglementations, droits, impôts et emplois publics sont constamment réduits tandis que la classe parasite du l'État-providence devrait être évincée de toute allocation. [...] De fait, Wilson – avec la complicité de la majorité démocrate – est en train de fabriquer une bombe atomique sociale qui est pointée sur les communautés les plus pauvres de l'État, et plus particulièrement sur les barrios et les ghettos de Los Angeles, Oakland et les villes de la Central Valley.

Néanmoins, ni le Gouverneur, ni les démocrates n'insistent sur le fait que la bombe du déficit était d'abord dirigée contre les enfants qui représentent les deux tiers de la sous-classe assistée et la moitié des immigrants. Et tel une source radio-active, ce dispositif continuera à leur infliger des dommages pour des générations, puisqu'il institue une réduction permanente du budget de l'éducation, de la santé et du social. Les gosses des nouveaux immigrants et des gens de couleur (aujourd'hui majoritaire dans les écoles primaires de l'État) ne se verront pas accordés les mêmes droits ou privilèges qu'ont pu connaître les générations antérieures de Californiens. La citoyenneté a été réduite.

A la fin du plus ignoble été que l'on a pu connaître dans l'histoire de la Californie moderne, alors que le déficit budgétaire était utilisé pour justifier toutes sortes de mesures inhumaines, un ancien député devait confesser son désespoir à un journaliste : «Le gouvernement de l'État tourne-t-il le dos aux pauvres ? Oui, le Parti démocrate en fait il autant ? Oui. Je n'aime pas cela, mais c'est un fait que la plupart des gens ici ne partagent pas mes valeurs. Si les pauvres gens meurent la faim dans la rue, ils s'en foutent. Tous les budgets votés ici vont déverser de grands malheurs sur les pauvres».

Traduction : Patrick Carret

LOS ANGELES L'INCENDIE DES ILLUSIONS

Mike Davis

Pendant plusieurs jours, la télévision n'a parlé que de l'«émeute de South Central», de la «rage noire» et des «gangs». Mais [tous] savent que des milliers de leurs voisins de MacArthur Park, district où vit près du dixième des Salvadoriens de la planète avaient eux aussi pillé, brûlé et étaient restés dans les rues après le couvre-feu et avaient été emprisonnés. (L'analyse du Bureau du shériff a révélé que 45% des personnes arrêtées pour faits d'émeute étaient Latino, 41% Afro-américains et 12% Anglo-américains. 60% d'entre eux n'avaient pas d'antécédents judiciaires). Nous savons aussi que la première émeute multiraciale de la nation était tout autant celle des ventres vides et des cœurs brisés que celle qui réagissait au passage à tabac de Rodney King.

[...] Trop de gens ont perdu leurs petits boulots de misère à 5,25 dollars de l'heure qui leur permettaient de survivre. En deux ans de récession, le chômage a triplé dans les quartiers immigrés de LA. [...] Autre baromètre de la détresse : la rapide croissance des colonies de *compañeros* sans logis sur les flancs désolés de Crown Hill et dans le lit bétonné de la rivière, où les gens sont contraints à utiliser les eaux d'irrigation pour se laver et faire la cuisine.

Tandis que les mères et les pères perdent leurs emplois et que les parents au chômage viennent trouver refuge dans la famille élargie, la pression qui s'exerce sur les adolescents pour qu'ils augmentent le revenu familial est de plus en plus forte. Fierté de la Petite Amérique centrale, le lycée Belmont est sévèrement bondé avec près de 4500 élèves tandis que 2000 autres doivent être transportés par bus dans des établissements éloignés [...]. En outre, 7000 adolescents en âge scolaire des environs de Belmont ont d'ores et déjà abandonné l'école. Quelques uns sont entrés dans la *vida loca* de la culture des gangs (il y a 100 bandes différentes dans le district scolaire de Belmont High), mais la plupart d'entre eux luttent pour trouver des solutions qui leur assurent un salaire minimum dans une économie déclinante.

[...] Des milliers de jeunes ont immédiatement interprété les «événements» comme un ultime appel à participer à la redistribution générale de la richesse qui était en marche. Le pillage s'est répandu avec une force explosive partout dans Hollywood, Mid-Wilshire et MacArthur Park, aussi bien que dans certaines parties d'Echo Park, Van Nuys et Huntington Park. Bien que les incendiaires aient provoqué une terrifiante destruction, les foules qui participaient au pillage étaient gouvernées par une claire économie morale. Comme me l'a expliqué une dame entre deux âges, «le vol est un péché, mais ceci est comme un jeu télévisé où tout le public peut gagner». Contrairement aux pilleurs de Hollywood (quelques uns étaient sur des skate-board) qui ont volé le soutien-gorge de Madonna et toutes les culottes à fanfreluches de Frederick's, les masses de MacArthur Park se sont concentrées sur de prosaïques marchandises de première nécessité comme les produits anti-cafards et les couches.

Une semaine plus tard, MacArthur Park est entré en état de siège. Un numéro-vert spécial a été mis en service pour inviter les gens à informer la police sur leurs voisins ou connaissances susceptibles d'avoir participé au pillage. Des unités d'élite de la Police de Los Angeles (LAPD) appuyées par la Garde nationale ont ratissé les appartements à la recherche d'objets volés, tandis que des agents de la police des frontières venus du Texas rôdaient dans les rues. Des parents frénétiques cherchaient leurs gosses manquants, comme la petite Zuly Estrada, âgée de 14 ans et handicapée mentale, que l'on croit avoir été expulsée au Mexique.

[...] Un homme pris avec un paquet de semences de tournesol et deux cartons de lait a été mis en garde à vue avec une caution de 15000 dollars; des centaines d'autres font face à des inculpations criminelles avec à la clé des condamnations à deux ans de prison. Les procureurs requièrent trente jours d'emprisonnement pour ceux qui avaient violé le couvre-feu, en dépit du fait que beaucoup d'entre eux sont des sans-logis ou des gens qui, étant hispanophones, n'étaient pas au courant du couvre-feu.

Ce sont-là les mauvaises herbes que George Bush veut arracher du sol de nos villes avant que puissent être semées les graines régénérantes des zones d'investissement où le capital privé sera exonéré d'impôt.

L'appréhension s'accroît de voir la communauté entière devenir un bouc émissaire. Depuis le début de la récession, un horrible nativisme aspirant à «plomber la frontière» s'est développé comme de la mauvaise herbe en Californie du sud. Une bande de républicains lyncheurs du Comté d'Orange, emmenés par Dana Rohrabacher, élu de Huntington Beach, demande l'expulsion immédiate de tous les immigrants sans papier arrêtés au cours des troubles. Dans le même temps, le démocrate-libéral Anthony Beilenson, qui chante comme le fils de Le Pen de la Vallée de San Fernando, se propose de retirer la citoyenneté américaine aux enfants d'immigrants illégaux [...]

Une Intifada noire ?

«*Little Gangster*» Tak ne peut surmonter son étonnement de se retrouver dans la même pièce de la Mosquée Brother Aziz qu'un groupe de Crips d'Inglewood. [...] Quelques Crips et Bloods, dont les couleurs bleues ou rouges ont été de véritables drapeaux tribaux, évoquent leurs souvenirs d'école. Fait essentiel, ils ont rangé leurs automatiques pour se rencontrer après s'être affrontés dans une guerre qui a divisé Inglewood – l'agréable, sud-ouest de la ville à majorité noire au sud-ouest de LA où les Lakers jouent – par une rivière de sang adolescent. Maintenant, comme l'explique Tak, «tout le monde a compris le moment dans lequel nous sommes entrés. Si nous ne mettons pas fin à la tuerie maintenant et si nous ne nous unissons pas en tant qu'hommes noirs, alors nous ne le ferons jamais» [...]

A la différence de la rébellion de 1965 qui a éclaté au sud de Watts et est restée essentiellement concentrée dans la partie la plus pauvre, à l'est du ghetto, l'émeute de 1992 a atteint son intensité maximale le long de Crenshaw Boulevard, au cœur même du Los Angeles noir. En dépit de l'illusion d'une immersion totale en pleine actualité créée par la vidéo légère et l'hélicoptère, la couverture télévisée de la colère de l'émeute était encore plus déformée que l'acier fondu des centres commerciaux dévastés de Crenshaw. La plupart des journalistes – les «pilleurs d'images» comme on les appelle maintenant à South Central – ne reproduisaient que des clichés «suburbains» alors qu'ils marchaient lourdement, les lèvres pincées, à travers les ruines de

vies qu'ils n'avaient aucun désir de comprendre. Un violent et ahurissant kaléidoscope de complexité a été réduit à un scénario unique et catégorique : celui d'une légitime colère noire qui, faisant suite à la décision concernant King, a été détournée les «criminels de la rue» qui l'ont transformée en un fol assaut contre leur propre communauté.

Les télévisions locales ont donc mimé sans vergogne le jugement sommaire de la commission McCone qui en août 1965 avait attribué l'émeute de Watts aux voyous. A l'époque, une étude de l'Université de Los Angeles avait montré que l'émeute des *riff raff* était en réalité un soulèvement populaire dans lequel au moins 50000 adultes de la classe ouvrière et leurs enfants adolescents avaient été impliqués. Quand les données statistiques des arrestations de ce dernier soulèvement seront enfin analysées, elles révéleront ce que le jugement de beaucoup de résidents des quartiers savaient déjà : toutes les strates de la jeunesse noire – les membres des gangs et les autres, les *buppies* comme les déclassés – ont pris part au désordre.

Bien qu'à Los Angeles, comme ailleurs, la nouvelle classe moyenne noire se soit socialement et géographiquement éloignée de la classe ouvrière noire désindustrialisée, l'Opération Marteau de la Police de Los Angeles et les raids antigangs ont arrêté des gosses au hasard (entrant leurs noms et adresses dans leurs fichiers électroniques qui permettent maintenant de fouiller maison par maison pour rechercher les meneurs de l'émeute) et contribué ainsi à criminaliser la jeunesse noire sans distinction de classe. Entre 1987 et 1990, les balayages combinés de la police et du Bureau du Shérif du Comté ont pris au piège 50000 «suspects». Y compris des enfants de médecins et d'avocats de View Park et de Windsor Hills ont eu à «baiser la chaussée» et à endurer parfois quelques unes des humiliations que les garçons des cités affrontent chaque jour. Ce sont ces expériences qui renforcent la réputation des gangs qui sont chantés par leurs poètes rappers (Ice Cube ou NWA) comme les héros d'une génération de hors-la-loi.

Cependant, si l'émeute a eu une base sociale large, ce fut la participation des gangs – du moins leur coopération – qui lui a donné sa force vive constante et sa direction. Si la rébellion de 1965 fut un ouragan, nivelant Central Avenue sur cent blocs de Vermont jusqu'à Imperial Highway, l'émeute de 1992 fut une tornade, pas moins destructrice mais serpentant à travers les zones commerçantes du ghetto et au-delà. La plupart des médias n'ont vu aucune logique dans sa trajectoire aveugle de destruction nihiliste. En réalité, l'incendie criminel était brutalement systématique. Dès le vendredi matin, 90% de la myriade de débits d'alcool, de magasins d'alimentation et de troc appartenant à des Coréens avaient été balayés de South Central. Abandonnées par la police qui n'a fait aucune tentative pour défendre les petites entreprises, 2000 boutiques coréennes ont été endommagées ou détruites de Compton jusqu'au cœur même de Koreatown [...]

A South Central, j'ai vu des graffitis qui proclamaient : «Jour un : brûlons tout ! Jour deux : nous reconstruisons!». Louis Farrakhan est le seul dirigeant national que la plupart des Crips et des Bloods semblent prendre sérieusement en considération et son objectif d'autodétermination économique noire est largement repris. Farrakhan, cela doit être souligné, n'a jamais prôné la violence comme un moyen pour parvenir à cette fin. Au sommet des gangs qui s'est tenu à Inglewood le 5 mai, il y a eu de nombreuses références faites à la renaissance d'un capitalisme noir sur les cendres des entreprises coréennes. «Après tout, m'a dit plus tard un ex-Crip, nous ne brûlions pas notre communauté, seulement leurs magasins».

Au même moment, les forces policières et militaires qui occupaient Los Angeles ne donnaient aucune

créance à quelque possibilité pacifique que ce soit de transformation des gangs. Le mouvement de rapprochement œcuménique entre les Crips et les Bloods est ce qu'elles imaginent de pire : une violence qui ne doit plus rien au hasard de la guerre des gangs mais qui se politise dans une «intifada» noire. La police de LA se souvient trop bien qu'une génération auparavant, la rébellion de Watts avait elle aussi produit une paix des gangs d'où a surgi le Parti des Panthères noires. Comme pour prouver leurs soupçons, la police a fait circuler une copie d'un tract anonyme – et probablement contrefait – appelant à l'unité des gangs et proclamant «œil pour œil. Si les flics blessent un Noir, nous en tuons deux !».

La grande peur

L'accroissement du chômage noir au beau milieu d'une économie en pleine expansion fut le grief nodal qui a alimenté la rébellion de Watts et les insurrections urbaines de 1967-68 [...] Elles furent tout autant une protestation contre l'exclusion de l'Amérique noire de l'expansion militaro-keynésienne des années 60 qu'un soulèvement contre le racisme policier et la ségrégation de facto dans les écoles et le logement. L'émeute de 1992 et sa possible progéniture doivent être de la même façon comprises comme une insurrection contre un intolérable ordre politico-économique. Y compris le *Los Angeles Times*, porte-parole principal de la thématique «Los Angeles, Ville du Monde» reconnaît maintenant dans ses éditoriaux que la «globalisation» de la ville a produit «une pauvreté dévastatrice pour ceux qui sont faibles en qualifications et en ressources».

Bien que le milliard de dollars en magasins d'alcools et en mini-centres commerciaux parti en fumée à LA semble de la pacotille à côté des 2,6 trillions qui ont été récemment annihilés à la Bourse de Tokyo, l'incendie d'Oz concorde probablement à la même niche hégélienne que l'éclatement de la bulle financière : ce n'est pas la fin de l'Histoire sur le littoral de Malibu mais le commencement d'une dialectique menaçante sur le bord du Pacifique. Ce fut d'abord une hallucination d'imaginer que la roue de l'économie mondiale pouvait être indéfiniment actionnée par un Himalaya de déficit commercial américain et un yen fictif.

Cependant, la crise structurelle de la sphère de prospérité Japon-Californie menace de faire apparaître les contradictions de classes comme un conflit interethnique à la fois aux niveaux national et local. Des groupes d'intermédiaires culturellement distincts – des entrepreneurs ethniques et leurs semblable – risquent d'être considérés comme les représentants personnels de la main invisible qui a pillé les communautés locales de l'autonomie économique. Dans le cas de Los Angeles, ce sont tragiquement les magasins coréens de proximité et non les gratte-ciels forteresses des firmes de *downtown*, qui sont devenus l'emblème d'un nouvel ordre mondial détesté.

De leur côté, un demi-million de Coréen-américains de LA ont été lacérés psychologiquement par l'incapacité de l'État à les protéger contre la colère noire. En effet, plusieurs jeunes Coréens m'ont dit qu'ils étaient particulièrement en colère contre le fait que les centres commerciaux de South Central contrôlés par Alexander Haagen – riche contributaire aux politiciens locaux – aient été rapidement protégés par la police et la Garde nationale, pendant que leurs boutiques étaient tranquillement mises à sac et réduites en cendres. «Peut-être est-ce là ce que nous obtenons, dit un étudiant d'UCLA, pour avoir consommé sans aucune critique la confiance de la classe moyenne blanche dans la police et son attitude envers les Noirs».

La perspective d'une réconciliation multiculturelle à Los Angeles dépend beaucoup moins des chevaliers

blancs du comité des reconstruteurs capitalistes de Peter Ueberroth que d'une reprise économique générale en Californie du sud. Comme se plaignait le *Los Angeles Business Journal*, (après avoir noté que LA avait perdu 100000 emplois industriels les trois années passées), «L'émeute est comme un poison administré à un malade». De récentes prévisions dépeignent un sombre futur pour le pays du Soleil : les emplois continuent à diminuer avec le déclin de l'aérospatiale et la délocalisation des industries de transformation au Mexique alors que la population augmente. Le taux de chômage est estimé – sans tenir compte des 40000 emplois perdus du fait de l'émeute et de l'impact du soulèvement sur le climat des affaires – de 10 à 13% (40 à 50% pour la jeunesse des minorités) pour la prochaine génération, tandis que la crise du logement, déjà la plus aiguë du pays, éclatera en de nouvelles vagues de *homeless*. L'élargissement du ravin d'inégalités de revenus dans le comté de Los Angeles, décrit dans en 1988 par une étude du professeur Paul Ong (UCLA), deviendra un insondable vide. L'été sans fin de la Californie du sud est finalement terminé.

Nombreux sont les Angelenos qui ont senti cela instinctivement alors qu'ils patrouillaient dans les sanctuaires blancs des comtés d'Orange et de Ventura pour protéger leurs propriétés armés de fusils de chasse ou enfermés dans leur BMW. Du bord de leurs piscines de Palm Spring, les anxieux attendaient des nouvelles de l'incendie de Beverly Hills par les Crips et les Bloods, et s'agitaient en s'inquiétant des clés de leur maison qu'ils avaient imprudemment confiées à leur bonne latina. S'était-elle transformée en une incendiaire ?

Bien que ces peurs fussent hystériquement magnifiées, les tentacules du désordre ont néanmoins pénétré les sanctuaires blancs comme le Beverly Center, Westwood Village, Melrose et Fairfax. D'une manière beaucoup plus alarmante, la mince ligne du bleu de la police qui les avait protégés en 1965 n'était maintenant guère plus qu'une métaphore défunte [...].

Open Magazine, Pamphlet Series
Traduction : Patrick Silberstein

De l'autre côté de la ligne

Tracy Chapman

Au delà de la ligne
Qui oserait passer
Sous le pont
Au delà des voies
Qui séparent Blancs et Noirs
Choisis ton camp
Ou alors cours pour ta vie
Ce soir l'émeute commence
Dans les impasses de l'Amérique
Ils tuent le rêve américain
Une petite fille noire a été molestée
Sans raison
Les journaux racontent l'histoire
Et les mentalités racistes s'envolent
Le lendemain éclate l'émeute
On sort les couteaux et les fusils
Deux Noirs sont tués
Un jeune Blanc perd la vue
Une petite fille noire est molestée
Personne ne connaît son nom
Des tas de gens blessés et révoltés
C'est elle qui est à blâmer.

RÉALITÉS D'UNE RÉBELLION

Mike Davis

Je voudrais évoquer ici les forces sociales qui ont provoqué le soulèvement à Los Angeles. Mais je dois d'abord débattre de ce qu'il est convenu d'appeler en langage savant, son «épistémologie». Comment savons-nous ce que nous pensons savoir sur ce qui s'est passé dans cette ville ?

J'ai ici une copie du rapport de la Commission Kerner ; c'est une véritable pièce de collection, refoulée dans la mémoire collective de l'Amérique. Étudiant, comme d'autres commissions, les insurrections des centres urbains de 1967, elle a abouti à une intéressante conclusion : la nécessité de rejeter catégoriquement, comme étant dénuées de toute valeur analytique, les explications avancées par la quasi totalité des rapports [...] Dans son rapport, la Commission Kerner avertissait les lecteurs que ce que les média et la majorité du pays qualifiaient d'émeutes raciales étaient, selon ses propres mots, «beaucoup plus atypique, complexe et absolument imprévisible». En un sens, la remarque la plus importante qui découlait de cette étude était précisément la reconnaissance que chacune des insurrections de 1967 avait à la fois une histoire locale particulière et complexe et un rôle particulier dans une crise nationale.

Comment savons-nous ce que nous pensons savoir sur Los Angeles ? Je devrais probablement commencer avec un mot d'excuse. Ai-je le droit, avons-nous le droit, nous qui sommes ici, de discuter cet événement avant que nous ayons entendu s'exprimer ceux qui y ont réellement participé ? Il y a environ une semaine, à Inglewood même, j'ai assisté à une conférence de presse organisée sous les auspices d'un dirigeant musulman local, l'imam Aziz. C'est à cette occasion que les chefs des Bloods et des Crips se sont réunis pour annoncer une trêve dans ce qu'a été cette incroyablement sanglante guerre des gangs. C'était, pour la majorité des journalistes, la première fois qu'ils pouvaient entendre quelques uns de ces gosses dont ils avaient tant parlé et qu'ils avaient tant vilipendé au fil des années. Un de ces jeunes a fait un commentaire intéressant : il s'est tourné vers les hommes de la presse et leur a dit : «Vous savez, cette émeute a été nos média». Et tout ce qui s'est passé serait vain si nous ne nous assurions pas que ces voix seront entendues.

Nous parlons de deux communautés de LA privées de parole. La première est celle de la jeunesse des gangs, dont ce que nous savons frise probablement le zéro absolu quant à leurs véritables intentions, leurs croyances et ce qui est enfoui dans leurs cœurs. Au cours de la semaine dernière, certaines choses remarquables sont apparues en pleine lumière, dont – ce qui n'est pas rien – le programme commun des Bloods et des Crips pour la reconstruction de LA'. [...] Ceci montre, si besoin était, le danger qu'il y a à sous-estimer la capacité de cette génération de gosses des centre-villes et leur intelligence politique.

L'autre communauté sans voix est celle des immigrants, notamment les couches les plus récentes : les Mexicains, les Salvadoriens et les Guatémaltèques de Pico Union et MacArthur Park [...].

Trois éléments pour une explosion

[...] Je voudrais avancer une petite théorie. Je suis très intrigué par les différentes caractérisations des événements. Les observateurs progressistes semblent *avoir balancé entre deux extrêmes*.

Il y a ceux qui la désignent comme le «*premier soulèvement arc-en-ciel*», c'est-à-dire l'émergence multiraciale et unifiée de ceux qui n'ont rien.

Un autre point de vue extrême – bien représenté par Harold Meyerson du journal *LA Weekly* et par les sociaux-démocrates américains – caractérise fondamentalement cet événement comme une sorte de nihilisme social. Pour ce courant, il s'agit d'un état de guerre *hobbesien* de tous contre tous, une explosion intégrale de haines et de violences inter-ethniques déchaînées à cause de la faiblesse et de l'atrophie du mouvement ouvrier et des politiques progressistes à Los Angeles.

D'évidence, ces deux explications essaient de trouver dans les événements complexes de ces trois dernières semaines une signification unique. Mais ce qui s'est passé constitue en réalité un événement social complexe. C'est par sa nature même un mouvement hybride qui exprime des colères différentes, des processus sociaux différents, des acteurs différents – parfois convergents dans leurs actions et parfois marchant uniquement sur des chemins parallèles.

Jeudi, je suis descendu jusqu'à Pico Union, à la hauteur du pillage et j'ai comparé mes remarques avec celles de quelqu'un qui était venu au même endroit une heure plus tôt. Ce qui m'a frappé, quand j'y étais, c'était l'atmosphère de fête, avec des gens qui s'entraidaient réellement à transporter leurs parts de butin ; il y avait une véritable sensation de communauté [...]. La personne qui était là une heure auparavant, parlait d'une «*rivière de colère*» qui s'écoulait sur la zone de MacArthur Park en brisant les vitrines. Il m'a semblé que les comptes-rendus n'étaient pas contradictoires ; nous parlions seulement de moments différents et de groupes de gens différents. Toute analyse doit prendre en compte l'existence de ces groupes différents qui ont été impliqués dans les événements.

Cette émeute a eu trois éléments majeurs. D'abord, une dimension démocratique-révolutionnaire qui la relie aux insurrections des années 60. Ensuite, un élément inter-ethnique qui l'a fait parfois presque ressembler à un pogrom. Enfin, ce fut la première émeute post-moderne pour le pain, c'est-à-dire un soulèvement multi-ethnique des pauvres de la ville.

La difficulté réside dans le fait que ces trois dimensions ont eu tendance à se développer simultanément, ce qui fait que c'est un événement dont la signification et les implications sont hautement contradictoires. Nous pouvons y trouver une source de désespoir mais aussi des ressources d'espoir.

Rébellion et citoyenneté

Selon la commission Kerner, les émeutes de 1967 furent essentiellement provoquées par des incidents insignifiants. Il y avait une telle accumulation et telle «*sur-saturation*» de ressentiments et de racisme que presque tout incident pouvait les déclencher. Ce qui faisait exploser l'émeute n'était pas tellement important.

C'est évidemment le contraire qui s'est passé aujourd'hui. Le procès mettant en cause la police dans le passage à tabac de Rodney King est devenu une sorte de test international du sens de la citoyenneté afro-américaine de cette société. Ce n'est pas simplement une question de justice qui est en jeu, mais fondamentalement le sens à donner à 450 années de lutte. Le monde entier sait qui est coupable et pourquoi. De ce point de vue, dans l'histoire du racisme et des luttes des

Afro-américains, l'incident Rodney King est devenu l'équivalent de la décision Dred Scott, ou d'autres lignes de partage constitutionnel qui ont valeur de test pour le sens de la citoyenneté des Noirs.

Le soulèvement a un contenu démocratique-révolutionnaire tout simplement parce que tous ces conflits se sont habituellement déroulés autour du fait que ces droits citoyens ne peuvent pas être un tant soit peu satisfaits dans les prétendues institutions démocratiques de cette société. Ceci a contraint la lutte pour les droits démocratiques élémentaires à prendre des formes différentes. Ce fut parfois une forme insurrectionnelle et c'est certainement le cas à LA et dans toutes les actions de solidarité qui ont eu lieu de Las Vegas à Toronto. Le combat pour ces droits minima a été contraint à descendre dans la rue.

Bien entendu, dans les rues de South Central, les gens pouvaient avoir des motivations un peu différentes. Si vous parliez aux jeunes qui étaient descendus dans la rue, ils disaient des choses comme «Rodney King n'est que l'étincelle. Nous avons tellement de griefs, si nombreux sont nos frères qui ont été tués, tant de gens de couleur ont été assassinés dans cette ville». Et ceci nous oblige à affronter l'histoire extraordinaire de cette ville, où depuis au moins 50 ans, et probablement plus, la communauté afro-américaine et ses alliés luttent pour établir la moindre jurisprudence de justice dans la manière dont la police traite les Noirs. Comme nous le savons tous, il ne se passe pas une année, parfois même un mois, sans qu'un Afro-américain ne soit brutalisé et souvent tué par la police ou les shérifs. Il y a eu, au cours de la vie de quelques personnes qui sont ici ce soir, quelque quarante procès ; et à aucune occasion, la justice n'a été rendue en faveur des Afro-américains. La police a gagné à chaque fois. C'est cette histoire qui n'a même pas connu la moindre victoire symbolique qui a explosé en ce fameux mercredi.

Il y a aussi cette guerre extraordinaire menée soi-disant contre la drogue et les gangs. La police de LA a réussi à criminaliser l'ensemble de la jeunesse de couleur, supprimant par là même tout privilège social ou de classe dont aurait pu jouir les enfants de la classe moyenne afro-américaine [...] Et bien entendu, ce fut une campagne répressive largement tolérée par les libéraux dans cette ville.

Nous devons ici parler franchement. Pourquoi, quand la campagne de la police a commencé, et que les droits civiques de la jeunesse noire ont été réduits à moins que rien, l'essentiel de l'*establishment* qui s'occupe des libertés civiques dans cette ville n'a pas choisi de concentrer ses efforts sur cette situation ? Nous en voyons les conséquences aujourd'hui. La jeunesse noire qui s'est levée ce mercredi a combattu la police et a agi, comme je l'ai dit, de façon démocratique-révolutionnaire. [...]

Rébellion et crise inter-ethnique

La seconde cause de révolte et de colère est bien sûr la tension inter-ethnique. Les destructions qui ont visé la communauté coréenne ont été systématiques et très politiques. Dire cela, ne vise évidemment pas à nier qu'à South Central, Hollywood et MacArthur Park, d'importantes institutions afro-américaines ont été elles aussi incendiées et que des commerçants latino ont été eux aussi victimes des événements. Mais nous ne pouvons pas éluder le fait que les magasins coréens ont été systématiquement visés et qu'à South Central, la majorité d'entre eux ont été réduits en cendres. [...]

Je ne crois pas que cela fut spontané ou le fait du hasard. L'attaque systématique contre les entreprises coréennes avait un but politique qui consistait à éliminer des commerçants qui sont les intermédiaires dans South Central, afin de, je pense, nettoyer un possible terrain

pour des entreprises noires. Cette contradiction doit être affrontée ouvertement ; ses conséquences pour une coalition arc-en-ciel dans cette ville sont en effet assez menaçantes.

Le soulèvement des pauvres

Le troisième aspect du soulèvement est bien sûr l'émergence des pauvres ; ce fut un véritable festival des opprimés. Encore une fois, les médias ont ce jour-là failli à nous donner les raisons profondes qui ont poussé des dizaines de milliers de cols-bleus à participer au pillage [...]. Ce qui est fondamental, c'est la récession. Dans les médias, elle n'avait été évoquée qu'au travers de reportages sur la malchance qui avait frappé les ingénieurs de l'aérospatiale de El Segundo et de Burbank. Mais à Los Angeles, la sauvagerie de la récession a d'abord frappé de plein fouet les communautés et les immigrants récents ; le taux de chômage a triplé et il n'y a aucun filet de sécurité sociale [...]. Le volcan qui s'est réveillé en une coulée de pillage à travers la ville repose sur le désespoir, sur une urgence sociale en grande partie non signalée et non commentée.

Après l'explosion, quelques sources d'espoir

Si vous me suivez dans l'idée que le soulèvement fut un événement complexe et hybride – combinant la lutte démocratique-révolutionnaire des Afro-américains pour la justice et la citoyenneté, une profonde et très problématique rivalité inter-ethnique, et aussi dans l'ensemble une explosion festive et non-violente des pauvres –, quelles conclusions politiques pouvons-nous tirer ? Je ne pense pas que nous puissions dessiner des conclusions désespérées semblables à celles de Harold Meyerson qui pense qu'il s'agit là uniquement de nihilisme. Nous sommes à l'évidence devant un énorme dilemme dans les relations entre les communautés noire et coréenne. Mais nous avons finalement de nouvelles forces, de nouvelles sources d'espoir. Permettez-moi d'en souligner seulement deux, les plus évidentes.

Cette émeute fut un miracle. Elle a, du moins temporairement, mis un terme à la guerre des gangs à South Central, une guerre qui prenait chaque année des centaines de vies. [...]

Rien ne serait plus nuisible que simplement «reconstruire» la dépression, la misère et l'impuissance qui ont généré cette émeute. Mais, comme l'avait déjà produit l'émeute de 1965, le soulèvement de mercredi a produit un miracle parmi la jeunesse des gangs. J'ai chez moi une photo de 1965 où l'on voit une voiture de police renversée par un groupe de jeunes Noirs dont quelques uns faisaient le salut du vieux Gang de Watts, et d'autres qui arboraient les emblèmes de leurs rivaux, les Slausons. L'émeute de 1965 a eu comme résultat cinq années de paix entre les gangs et a conduit à la création de la branche de LA du Parti des Panthères noires. C'est évidemment cette question qui inquiète le plus la police à l'heure actuelle.

Des gens, dont on disait qu'ils étaient totalement perdus, ont montré qu'ils étaient les architectes non seulement d'une paix mais d'un programme politique complet. Une génération entière de jeunes des centres-villes que le reste de la société avait depuis longtemps dévolue à la mort sociale et culturelle a refusé cette issue. En réalité, il y a longtemps que ces jeunes avaient compris la logique nihiliste de la guerre des gangs, mais ils n'avaient pas eu jusque là l'opportunité de déposer les armes.

Ils sont aussi le seul groupe «social-démocrate» du coin qui ait à la fois des idées sur la reconstruction de la ville et une circonscription électorale. Ils disent : «Ueberroth², c'est de la merde ! Nous voulons 3,7 milliards de dollars pour les écoles, pour l'aménagement urbain, pas seulement pour les Noirs mais pour la communauté pauvre de la ville».

Je pense que les progressistes de cette ville ne peuvent que trouver là une énorme source d'espoir. Mais c'est une situation très instable – moins, je pense, du fait de ceux qui ont pris cette voie, que du fait que l'ensemble du processus est soumis chaque jour à de multiples attaques de la police. Ainsi, des réunions entre gangs qui débattaient des projets de paix ont été attaquées par la police qui fait tout ce qu'elle peut pour provoquer la violence. Je crois qu'il est donc très important d'empêcher la police de provoquer les gangs et de faire tout ce que nous pouvons pour soutenir cette paix.

L'autre résultat très positif est le choix politique de la communauté centraméricaine, une communauté qui se trouve elle-même en grand péril, à cause des expulsions et de la répression, mais aussi parce qu'il est maintenant clair que le «statut de protection temporaire» qui protège 75000 personnes et leurs familles de l'expulsion fait désormais de cette communauté l'otage politique du développement d'une droite nativiste [...].

Le destin des réfugiés salvadoriens et guatémaltèques de LA est maintenant l'objet d'une sorte de compétition politique. Si les forces de Buchanan et celles qui sont dans les deux partis qui partagent cette croyance font leur chemin, ce sera probablement la fin du statut légal temporaire accordé à ces communautés [...].

La source d'espérance réside ici dans la communauté centraméricaine elle-même, laquelle a été largement concentrée sur l'aide aux luttes sociales et aux mouvements de libération en Amérique centrale. Il est maintenant urgent qu'elle devienne partie intégrante de la vie politique de cette ville. Il y a encore quelques années, certains disaient que cette communauté étaient impossible à organiser. En réalité, c'est probablement l'une des communautés les mieux organisées à LA, mais pour des buts différents.

Je pense que ces deux faits – l'apparition d'une communauté centraméricaine fortement politisée qui serait un élément actif de la lutte pour une politique progressiste et pour une sorte de coalition arc-en-ciel ; la paix entre les gangs et l'émergence d'une nouvelle conscience politique parmi leurs membres – sont des sources d'espérance. Et, bien que le clivage entre les communautés noire et coréenne soit profond et très préjudiciable aux espoirs de beaucoup, nous devons garder à l'esprit que ce qui s'est passé était un événement hybride et contradictoire qui offre, je crois, autant de raisons d'espérer que de pessimisme politique.

1– «Quand les gangs de South Central produisent un plan alternatif ; «Donnez-nous les marteaux et les clous et nous rebâtirons cette ville», *L'autre Amérique*, n°0, 4^e trimestre 1992 (NDT).

2– Ancien administrateur de club de base-ball, il a été nommé pour superviser la reconstruction des quartiers détruits par la rébellion (NDT).

Against the Current, n°39, juillet-août 1992

CLASSE, RACE ET RAGE

Dolores Trevizo

Pour comprendre la rébellion de Los Angeles, nous avons besoin non seulement de nous concentrer sur les interactions entre race et classe, mais aussi sur chacune de ces deux questions qui sont aussi relativement autonomes. Bien qu'il soit très difficile de séparer les situations de race et de classe, parce que les Noirs et les Latinos sont sur-représentés dans les sections les plus pauvres de la classe ouvrière, il est nécessaire de prendre en compte le caractère spécifique de chacune de ces déterminations.

La situation désespérée que la restructuration économique a produite au cours des vingt dernières années, particulièrement dans la classe ouvrière noire ne suffit pas à provoquer et à expliquer la rébellion de 1992. La cause fondamentale était politique: le sentiment d'injustice raciale a frappé une communauté qui s'est ressentie comme un «Rodney King collectif» aux prises avec l'État qui n'avait jamais été aussi agressif.

L'outrage a été ressenti d'autant plus violemment par Los Angeles que la réalité leur paraissait «surréelle»: l'acquittement par un jury blanc et *suburbain* des quatre policiers du LAPD que le monde entier avait vu brutaliser Rodney King. [...]

Ce qui fait de l'affaire Rodney King un cas unique et une aberration, c'est que la «bavure» a été filmée en vidéo et utilisée comme preuve dans une cour de justice. Même si le jugement a confirmé ce que la communauté savait déjà: il n'y a ni recours légal, ni dispositif de protection des droits civiques pour les Noirs. Le verdict d'innocence a toutefois été une «preuve» de trop. Les Noirs allaient devoir défier l'État. Un des éléments essentiels de ce soulèvement, ce fut que pendant quelques jours, les Afro-américains et les Latinos ont pris les rues et tenu leur ennemi à distance. La modification du rapport de forces, bien que temporaire, a eu un effet libérateur pour la communauté qui a à la fois ressenti son propre pouvoir et que l'État n'était pas omnipotent. [...]

Un contrôle communautaire

Une tentative de ce type de stratégie double a pu être entrevue au cours d'un meeting des communautés noire et latino [...]. Les revendications issues de cette réunion furent nombreuses mais les idées de base sont concentrées sur un thème: le contrôle de la communauté sur tout.

Une grande discussion sur le contrôle de la Communauté sur le processus de reconstruction a donné lieu à un consensus autour de la notion d'une «zone coopérative», comme alternative à la solution gouvernementale de «zone d'entreprise». L'idée était d'abord et avant tout de repousser la priorité donnée par le gouvernement à la reconstruction des entreprises. La proposition centrale, cependant peu précise encore, demandait la mise en place d'un projet majeur de travaux d'intérêts publics.

Pour ce faire, la coalition voulait la mise en place d'un comité public qui soit composé à plus de 50% par les résidents de South Central. Un tel comité serait

responsable de la gestion et de l'attribution des ressources allouées par le gouvernement tandis que de tels travaux d'intérêts collectifs offriraient des emplois aux résidents du quartier, sur la base de salaires fixés par les syndicats.

Le but de cette stratégie est de permettre que la collectivité :

- * décide démocratiquement de l'attribution des ressources financières dans la mesure où seul ses résidents véritables sont en mesure d'évaluer les besoins réels ;

- * tire collectivement avantage du développement de la zone. En d'autres termes, les contrats de reconstruction ne doivent pas être uniquement donnés à des entreprises privées, mais ce qui est développé doit être possédé et mis en œuvre collectivement.

Il y eut aussi une discussion très riche sur la reprise du logement social, diverses personnes parlant de la façon de percevoir d'autres fonds du gouvernement qui seraient alors utilisés à des fins constructives plutôt qu'à des fins répressives telles que des polices privées. D'autre part, la Coalition a condamné les réductions des budgets de santé, d'éducation et de protection sociale et demandé que ces services soient augmentés et payés par l'impôt sur la richesse et sur les entreprises [...].

Les revendications politiques se sont bien entendu concentrées sur l'arrêt de la criminalisation de notre jeunesse, et sur l'acquisition du contrôle communautaire sur la police au travers de l'application de de la proposition du décret concernant l'élection d'une *Civilian Police Review Board* (organisme indépendant de contrôle de la police).[...]

Pour la gauche, il est plus que tout nécessaire [...] d'organiser un large mouvement qui unisse les forces extérieures aux communautés de couleur avec ceux qui en leur sein organisent et élargissent les programmes d'éducation, de santé et, par dessus tout, d'emplois. La militarisation de la ville a eu certainement un effet délétère sur la mobilisation politique organisée, mais le processus de construction de coalitions est en chemin.

La révolte a remis à l'ordre du jour national les vieilles questions du racisme et de la politique urbaine [...]. Localement, les effets positifs se lisent dans la conscience de plus en plus grande de la nécessité de l'unité au sein d'une communauté déchirée par une guerre des bandes fratricide. Au beau milieu de la rébellion, les plus importants gangs afro-américains ont décrété la trêve et l'ont annoncé sur les murs par le slogan «Crips et Bloods, ensemble pour toujours !». Pour le moment, ces groupes se sont unis dans le but déclaré de défendre leurs communautés contre les abus de la police. De même que l'État, les gangs ont senti le pouvoir détenu par la partie la plus méprisée de la société. Cette menace reste inscrite dans les esprits de tous ceux qui ont été témoin des événements : «Pas de justice, pas de Paix !».

Dolores Trevizo est sociologue à l'Université de Los Angeles (Californie).

Against the Current, n°39, juillet-août 1992

**Partez à la découverte de
L'autre Amérique
tous les trois mois
ABONNEZ-VOUS**

Syllepse, forme grammaticale qui privilégie les accords fondés sur le sens plutôt que sur la règle.

Syllepse est une maison d'édition associative, alternative, engagée et non partisane, ouverte sur le monde des idées, de la création et de l'action, qui entend offrir à des auteurs, acteurs du mouvement social et culturel, individuels ou collectifs, la possibilité de s'exprimer.

Il s'agit, en éditant des livres, des essais, des actes de colloque, des revues, de contribuer dans le domaine des idées à la réinvention d'un mouvement de contestation des systèmes établis.

DONNÉES & ARGUMENTS

AC chômage
140 pages - 70,00 francs

MOURIR SOUS LES DRAPEAUX

Ligue des droits de l'Homme
140 pages - 80,00 francs

L'ACHARNEMENT

Fédération SUD-PTT, préface de Gilles Perrault
postface de la Ligue des droits de l'Homme
232 pages - 100,00 francs

**L'HOMME, CET INCONNU ?
ALEXIS CARREL, JEAN-MARIE LE PEN ET
LES CHAMBRES A GAZ**

Lucien Bonnafé, Patrick Tort
56 pages - 58,00 francs

**MEXIQUE:
NOTRE CHUTE DANS LA MODERNITÉ**

Adolfo Gilly
180 pages - 95,00 francs

ÉLÉMENTS DE RYTHMANALYSE

Henri Lefebvre, préface de René Lourau
120 pages - 90,00 francs

DU CONTRAT DE CITOYENNETÉ

Henri Lefebvre et le groupe de Navarrenx
382 pages - 120,00 francs

BEN BARKA, SES ASSASSINS

Daniel Guérin, préface de Gilles Perrault
344 pages - 130,00 francs

LA PARTIE ET LE TOUT

René Dazy
106 pages - 65,00 francs

UTOPIE CRITIQUE

Revue internationale pour l'autogestion
abonnement 4 numéros : 200,00 francs

Adressez vos commandes à

**Syllepse
42 rue d'Avron, 75020 Paris**

Règlement à l'ordre de Syllepse
Prix franco de port

Nous connaissons les méfaits et gestes des occupants successifs de la Maison Blanche, des raiders de Wall Street, et plus généralement, du «Système». Mais nous ne savons rien, ou si peu, de l'autre Amérique : celle qui, au cœur de la citadelle, résiste au quotidien et s'essaie à jeter les bases d'une autre société. Cette autre Amérique écrit, filme, chante, lutte, se présente aux élections présidentielles, s'organise et nous interpelle.

Cette Amérique-là, on la rencontre dans le mouvement syndical, dans le mouvement féministe, dans les communautés noire et hispanique, dans les mouvements écologiste et homosexuel, sur les campus, dans les unités de l'armée, au sein même du Parti démocrate.

Cette Amérique-là nous intéresse !

Le soulèvement de Los Angeles est venu nous rappeler que le gendarme du monde pouvait être un colosse aux pieds d'argile. Loin des caricatures et des idées reçues, des hommes et des femmes de toutes couleurs n'acceptent pas le «modèle américain».

Avec *L'autre Amérique*, nous espérons ouvrir – modestement – l'accès à l'information sur la vie, les débats et les combats de ces Américains qui posent des questions similaires à celles que nous nous posons, ici en Europe. Leurs réponses, leurs pratiques, leurs discussions nous concernent.

Ouvrir un dialogue pluriel avec l'autre Amérique, c'est la raison d'être de cette revue.